

Annuaire suisse de politique de développement

| 2006 |

IUED

Faits et statistiques

IUED



IUED Genève

institut universitaire
graduate institute
d'études du développement
of development studies

| Vol. 25 N° 1 |

Table des matières

Introduction : Politique de développement – Au-delà des effets d’annonce XIII

1^{re} partie : Faits

1. Politique extérieure

1.1. La Suisse et l’ONU	3
1.1.1. Rapport du secrétaire général sur la réforme de l’ONU	
1.1.2. La Suisse et la réforme de l’ONU	
1.1.3. Sommet mondial 2005	
1.1.4. La politique d’accueil de la Suisse	
1.1.5. La contribution suisse aux opérations de maintien de la paix de l’ONU	
1.2. Relations de la Suisse avec l’Union européenne	9
1.3. Orientation et éléments de la politique extérieure de la Suisse	11
1.4. La politique de la Suisse concernant le Kosovo	11
1.5. Programme de recherche sur les relations entre la Suisse et l’Afrique du Sud	12

2. Coopération avec les pays en développement

2.1. Objectifs du Millénaire pour le développement, 2005 – Bilan intermédiaire	15
2.1.1. Les OMD – Engagement politique et outil d’évaluation technique	
2.1.2. Sommet du Millénaire +5, bilan intermédiaire de la mise en œuvre des OMD	
2.1.3. OMD – Position de la Suisse et rapports du Conseil fédéral	
2.2. Examen de la coopération suisse par le CAD, 2005	24
2.2.1. Mémoire de la Suisse au CAD, 2004	
2.2.2. Rapport de l’examen de la Suisse par le CAD	
2.3. Coopération au développement de la Suisse en 2005	28
2.3.1. Signature par la Suisse de la Déclaration de Paris sur l’efficacité de l’aide du CAD	
2.3.2. Sondage d’opinion sur la coopération au développement	
2.3.3. 2005 : Années de l’ONU du microcrédit et du sport et du développement	
2.4. Volume de l’APD des pays du CAD et de la Suisse	29
2.4.1. APD fournie par l’ensemble des membres du Comité d’aide au développement	
2.4.2. Aide publique et privée au développement fournie par la Suisse	
2.5. Coopération de la DDC en faveur des pays du Sud	33
2.5.1. Répartition géographique et par secteurs de l’aide bilatérale en 2004	
2.6. Mesures de politique économique et commerciale du seco	34
2.6.1. Répartition géographique et par instruments de l’aide bilatérale en 2004	
2.7. Coopération multilatérale	36
2.7.1. Stratégie multilatérale conjointe de la DDC et du seco	
2.7.2. Versements multilatéraux de la Suisse en 2004	

3. Coopération avec les pays d'Europe de l'Est et de la CEI	
3.1. Objets soumis au Parlement : nouvelle loi et nouveau crédit-cadre	39
3.1.1. Débat au Parlement	
3.2. Contribution de la Suisse à la réduction des disparités économiques et sociales au sein de l'Union européenne élargie	40
3.3. Versements d'aide bilatérale à l'Est de la DDC et du seco en 2004	42
3.3.1. Secteurs d'intervention de la DDC et du seco	
3.3.2. Pays prioritaires	
4. Aide humanitaire	
4.1. Examen de l'aide humanitaire par le Comité d'aide au développement (CAD)	48
4.2. Aide humanitaire de la Suisse en 2004	49
4.2.1. Domaines d'activité de l'aide humanitaire en 2004	
4.2.2. Répartition géographique de l'aide humanitaire en 2004	
4.3. Principales actions d'aide humanitaire en 2004 et 2005	51
4.3.1. L'action humanitaire suite au tsunami (décembre 2004)	
4.3.2. Les autres crises humanitaires, des crises « oubliées » ?	
4.4. Conférence mondiale de Kobe sur la prévention des catastrophes naturelles (Japon, 18-22 janvier 2005)	57
4.5. Nouvel emblème pour le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge	58
5. Politique économique extérieure	
5.1. Grandes orientations de la politique économique extérieure	61
5.1.1. Orientation stratégique de la politique économique extérieure	
5.2. Accords économiques bilatéraux	64
5.2.1. Accords de promotion des investissements et conventions de double imposition	
5.2.2. Accords de libre-échange	
5.3. Promotion des exportations	68
5.4. Garantie contre les risques à l'exportation (GRE)	69
5.4.1. La GRE en chiffres	
5.4.2. Révision de la loi sur la GRE	
5.5. Contrôle des exportations d'armes et de biens à double usage (civil ou militaire)	72
5.5.1. Les exportations d'armes 2004 en chiffres	
5.5.2. Exportation de matériel militaire « surplus de l'armée suisse »	
5.5.3. Collaboration militaire avec Israël	
5.5.4. Biens à double usage (civil ou militaire)	
5.6. Mesures d'embargo	75
5.6.1. Pétrole contre nourriture	

6. Commerce mondial	
6.1. Evolution des relations commerciales	79
6.1.1. Commerce mondial des marchandises par régions	
6.2. Le cas des textiles	82
6.2.1. Guerre commerciale annoncée	
6.2.2. Arrivée de la Chine	
6.3. Organisation mondiale du commerce (OMC)	84
6.3.1. L'année 2005: état des négociations	
6.3.2. Les dix ans de l'OMC	
6.4. Conférence ministérielle de Hongkong	91
6.4.1. Position suisse	
6.5. Activités des organisations non gouvernementales de développement	94
6.5.1. Semaine d'action mondiale sur le commerce	
6.5.2. Consultation auprès d'ONG du Sud sur le commerce international	
6.5.3. Colloque sur les services	

7. Relations financières internationales

7.1. Flux financiers vers les pays en développement et en transition	99
7.1.1. Vue d'ensemble	
7.1.2. Financement public du développement	
7.1.3. Flux financiers privés	
7.1.4. Transferts effectués par des migrants	
7.1.5. Mécanismes de financement innovateurs	
7.1.6. Pays émergents exportateurs de capitaux	
7.2. Endettement extérieur	108
7.2.1. Tendances	
7.2.2. L'initiative PPTE	
7.2.3. Initiative de désendettement à l'égard des institutions multilatérales	
7.2.4. Réaménagement de dettes publiques	
7.2.5. Autres mesures prises par la Suisse	
7.3. Institutions financières internationales	113
7.3.1. La Suisse et les institutions de Bretton Woods (IBW)	
7.3.2. La Suisse au sein des banques régionales de développement	

8. Place financière suisse

8.1. Place financière suisse et fuites de capitaux	123
8.1.1. Amélioration des lois suisses pour mieux lutter contre le blanchiment, la corruption et la criminalité internationale	
8.1.2. Revendication des ONG d'entraide: punir l'évasion fiscale	
8.1.3. Recommandations de l'OCDE dans le cadre de l'examen de la coopération suisse par le CAD	

8.2. Lutte contre la criminalité transnationale organisée	126
8.2.1. Convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée	
8.2.2. Accords bilatéraux pour renforcer la coopération policière entre Etats	
8.3. Lutte contre le blanchiment	127
8.3.1. Activités du Bureau de communication en matière de blanchiment d'argent (MROS)	
8.3.2. Renonciation provisoire de la Suisse à renforcer la Loi sur le blanchiment	
8.3.3. 3 ^e examen par le GAFI de la politique de la Suisse de lutte antiblanchiment	
8.4. Entraide judiciaire internationale	130
8.5. Lutte contre la corruption	132
8.5.1. Examen par l'OCDE des pratiques suisses de lutte contre la corruption	
8.5.2. Convention pénale du Conseil de l'Europe sur la corruption	
<hr/>	
9. Développement humain et droits de l'homme	
<hr/>	
9.1. Sommet mondial sur la société de l'information, phase II, Tunis, 16-18 novembre 2005	137
9.1.1. Objectifs du Sommet de Tunis	
9.1.2. Phase préparatoire et documents adoptés	
9.1.3. Participation	
9.1.4. Les deux grandes questions à l'ordre du jour	
9.1.5. Les droits humains au SMSI	
9.1.6. Incertitudes concernant le suivi	
9.2. Assemblée mondiale de la santé et sujets d'actualité à l'OMS	144
9.3. Conférence internationale du travail – OIT	146
9.4. UNESCO – Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture	147
9.4.1. Adoption de la Convention internationale sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles	
9.5. Politique des droits de l'homme	151
9.5.1. Session de la Commission des droits de l'homme	
9.5.2. Création d'un Conseil des droits de l'homme	
9.5.3. Travail de la Cour pénale internationale	
<hr/>	
10. Environnement et développement	
<hr/>	
10.1. Développement durable	157
10.1.1. Décennie des Nations unies pour l'éducation en vue du développement durable 2005-2014	
10.1.2. 13 ^e Session de la Commission des Nations unies pour le développement durable (New York, 11-22 avril 2005)	
10.1.3. Activités en Suisse pour le développement durable	
10.2. Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques	161
10.2.1. 11 ^e Conférence des parties à la CCNUCC et 1 ^{re} Réunion des parties au Protocole de Kyoto (Montréal, 28 novembre-9 décembre 2005)	

10.2.2.	Loi sur le CO ₂ : décision du Conseil fédéral	
10.2.3.	Programme SuisseEnergie	
10.3.	Convention sur la diversité biologique	166
10.3.1.	2 ^e Réunion des parties au Protocole de Cartagena (Montréal, 30 mai-3 juin 2005)	
10.3.2.	Agriculture suisse et organismes génétiquement modifiés	
10.3.3.	Révision de la loi sur les brevets : message du Conseil fédéral	
10.4.	Forêts	170
10.4.1.	Accord international sur les bois tropicaux	
10.4.2.	Forum des Nations unies sur les forêts	
10.4.3.	Le label du bois octroyé par l'organisation Forest Stewardship Council (FSC)	

11. Politique de paix et politique de sécurité

11.1.	Politique de paix	175
11.1.1.	Rapport suisse sur la gestion civile des conflits et la promotion des droits de l'homme (2004)	
11.1.2.	Activités suisses dans les domaines de la promotion civile de la paix et du renforcement des droits de l'homme	
11.1.3.	Engagement à l'étranger de militaires de l'armée suisse en faveur de la paix	
11.1.4.	Commission de consolidation de la paix des Nations unies	
11.2.	Politique de sécurité	179
11.2.1.	Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE)	
11.2.2.	Partenariat pour la paix et Conseil de partenariat euro-atlantique de l'OTAN	
11.3.	Lutte contre les armes légères et les armes de petit calibre	181
11.3.1.	Programme d'action sur le commerce illicite des armes légères et de petit calibre (ALPC) et nouvel instrument d'identification et de traçage des ALPC	
11.3.2.	Small Arms Survey	
11.3.3.	Entrée en vigueur du Protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu	
11.4.	Mines antipersonnel, autres mines terrestres et restes explosifs de guerre	184
11.4.1.	6 ^e Réunion des Etats parties à la Convention d'Ottawa sur l'interdiction des mines antipersonnel (Zagreb, 28 novembre-2 décembre 2005)	
11.4.2.	Première réunion des signataires de l'Acte d'engagement de l'Appel de Genève (Genève, 31 octobre-2 novembre 2004)	
11.4.3.	Message concernant le Protocole relatif aux restes explosifs de guerre	
11.5.	Armes de destruction massive	187
11.5.1.	Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire	
11.5.2.	Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération nucléaire (New York, 2-27 mai 2005)	

12. Politique d'asile et questions migratoires	
12.1. Politique extérieure en matière de migration	191
12.1.1. Les développements à l'échelle mondiale	
12.1.2. Les développements à l'échelle européenne	
12.2. Politique d'asile	195
12.2.1. Statistiques en matière d'asile	
12.2.2. Adoption de la révision de la Loi sur l'asile	
12.2.3. Le monitoring des requérants d'asile frappés de non-entrée en matière (NEM): la question de l'aide d'urgence	
12.2.4. Dix ans de mesures de contrainte: un bilan	
12.2.5. L'association à Schengen et Dublin	
12.3. L'admission dans la politique de migration	202
12.3.1. La Loi sur les étrangers	
12.3.2. L'élargissement de la libre circulation aux ressortissants des nouveaux pays membres de l'UE	
12.3.3. Sans-papiers: un phénomène national	
12.4. Politique d'intégration	205
12.4.1. Ordonnance d'intégration	
12.4.2. Naturalisation: vers une nouvelle loi	
12.4.3. Droits politiques aux étrangers résidents	

2^e partie : Statistiques

A. Données statistiques disponibles sur Internet

A.1. Flux commerciaux	211
A.1.1. Données de l'Administration fédérale des douanes (AFD)	
A.1.2. Données de la Banque nationale suisse (BNS)	
A.1.3. Données du Secrétariat d'Etat à l'économie (seco)	
A.2. Flux financiers	214
A.2.1. Données de la Banque nationale suisse (BNS)	
A.2.2. Données du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE	
A.2.3. Composition de la dette extérieure des pays en développement et des flux financiers qui leur sont destinés	
A.3. Flux d'aide au développement	220
A.3.1. Données du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE	
A.3.2. Données de la Direction du développement et de la coopération (DDC)	

B. Vue d'ensemble des flux financiers et commerciaux entre la Suisse et les pays en développement et les pays en transition

223

C. Caractéristiques des flux financiers et commerciaux entre la Suisse et les pays en développement	
C.1. Faits saillants	235
C.1.1. Relations de la Suisse avec l’Afrique subsaharienne	
C.1.2. Relations de la Suisse avec les Pays les moins avancés (PMA)	
C.2. Commerce extérieur de la Suisse	
C.2.1. Vue d’ensemble	
C.2.2. Commerce de la Suisse avec les pays en développement et pays en transition	
C.3. Investissements directs à l’étranger et placements bancaires	
C.3.1. Investissements directs	
C.4. Aide publique au développement (APD) et aide publique aux pays en transition	
C.5. Aide des organisations non gouvernementales (ONG)	
Index	257
Abréviations	275
Liste des pays bénéficiaires de l’aide établie par le CAD	283

A. Données statistiques disponibles sur Internet

A.1. Flux commerciaux

A.1.1. Données de l'Administration fédérale des douanes (AFD)

Les données les plus pertinentes concernant le commerce extérieur de la Suisse figurent sur le site Internet de l'administration fédérale des douanes (AFD), à la page: <www.ezv.admin.ch> >Thèmes >Statistique du commerce extérieur >Français.

□ *Disponibilité des données*

Un chapitre de cette page Internet, intitulé *Produits*, fournit toutes les informations nécessaires pour avoir accès à l'ensemble des données sur le commerce extérieur de la Suisse, en ligne (SWISS-impex), sur CD-Rom ou sur papier. Ces produits sont tous payants, mais la plupart des bibliothèques suisses disposent au moins des publications de l'AFD.

Un extrait de toutes les données disponibles sur le commerce extérieur de la Suisse est disponible gratuitement dans les chapitres *Vue d'ensemble*, *Pays* et *Marchandises* de la page Internet précitée. Les chiffres y sont organisés en différents points et peuvent la plupart du temps être visionnés à l'écran et/ou téléchargés en format PDF.

Les autres chapitres de la page Internet de l'AFD sur la statistique du commerce extérieur de la Suisse fournissent aussi des informations additionnelles utiles. Les points ci-dessous reprennent ces chapitres plus en détail.

□ *Vue d'ensemble*

Ce chapitre fournit les totaux annuels des importations et des exportations ainsi que du solde de la balance commerciale de la Suisse depuis 1980 jusqu'à la dernière année pour laquelle les données sont disponibles. Aucun détail supplémentaire par pays ou par marchandise n'est donné à ce niveau.


Un autre tableau de ce chapitre fournit les chiffres du commerce extérieur de la Suisse par habitant, pour chaque année depuis 1980.


□ *Pays*

Dans ce chapitre, les données sur les importations, les exportations et le solde de la balance commerciale des quatre années les plus récentes sont classées géographiquement, par régions économiques ou par continents. Les données du commerce extérieur de la Suisse avec ses principaux partenaires sont également disponibles.

Les données par régions économiques restent agrégées en grands groupes et ne fournissent pas d'information par pays composant ces régions. Pour disposer des données par pays, il faut consulter les chiffres par continents.

Les pays qui composent les régions économiques et les continents sont définis dans des documents PDF disponibles dans le chapitre Explications de la page Internet de la statistique du commerce extérieur (rubrique Répertoire des pays).

 *Mise en garde* : la classification des pays en régions économiques retenue par l'Administration fédérale des douanes lui est propre et il convient de l'étudier avec attention avant toute comparaison avec celles issues d'autres sources, en particulier la liste des bénéficiaires de l'aide établie par le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE. L'agrégat des pays en développement ou celui des pays en transition qui apparaissent dans les données de l'AFD ne sont par exemple aucunement comparables à ceux fournis par la liste du CAD (reproduite à la fin de cet Annuaire).

 *Référence* : dans toute la partie statistique de l'Annuaire, c'est la classification de la liste des bénéficiaires de l'aide établie par le CAD qui est utilisée. Cette dernière est composée de deux parties, la première concernant les pays et territoires en développement et la seconde les pays et territoires en transition.

□ *Marchandises*

Dans ce chapitre, les importations et les exportations sont ordonnées selon la nature des marchandises (14 branches principales¹ de l'économie) ou leur emploi (6 groupes² utilisés pour établir les pronostics de la conjoncture et les comptes nationaux). Les nomenclatures selon la nature ou l'emploi des marchandises sont disponibles dans le chapitre *Explications* de la page Internet de la statistique du commerce extérieur (rubrique *Nomenclatures des marchandises*).

Le classement des importations et des exportations selon la nature des marchandises est encore subdivisé par pays, mais seulement les principaux pays de provenance ou de destination pour le groupe de marchandises consulté. Tel n'est pas le cas pour le classement des importations et des exportations selon l'emploi des marchandises, où seule une vue générale est fournie.

Ce point offre encore une vue d'ensemble des importations et des exportations selon la Classification type pour le commerce international (CTCI)³. «La SITC/CTCI, gérée par la Commission de statistique des Nations unies, est une nomenclature de marchandises construite à partir de critères économiques, pour l'établissement des statistiques du commerce extérieur.»⁴

□ *Analyse du commerce extérieur*

Ce chapitre fournit des informations complémentaires à celles qui sont contenues dans les points précédents. Des textes et des graphiques illustrent l'évolu-

¹ Les produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche; les produits énergétiques; les textiles, l'habillement et les chaussures; le papier, les ouvrages en papier et les produits des arts graphiques; les cuirs, le caoutchouc et les matières plastiques; les produits des industries chimiques et connexes; les pierres et les terres; les métaux; les machines, les appareils et l'électronique; les véhicules; les instruments de précision, l'horlogerie et la bijouterie; les autres produits divers; les métaux précieux et les pierres gemmes; les objets d'art et les antiquités.

² Les matières premières et les demi-produits; les produits énergétiques; les biens d'équipement; les biens de consommation; les métaux précieux et les pierres gemmes; les objets d'art et les antiquités.

³ Voir <<http://unstats.un.org>> >Statistical Databases >Classifications Registry >Quicklinks >SITC Rev.3 (en anglais).

⁴ Source : <www.ezv.admin.ch> >Thèmes >Statistique du commerce extérieur >Explications >Nomenclature des marchandises.

tion du commerce extérieur de la Suisse pour l'année des données les plus récentes par rapport à l'année précédente (ou aux années précédentes).

Ce chapitre, dans la rubrique *Régions économiques*, offre un tableau des 30 principaux pays partenaires de la Suisse pour l'année des données les plus récentes. Ce tableau est à mettre en comparaison avec ceux de la section C de la partie « Statistiques » de l'Annuaire, donnant la liste des 25 premiers pays en développement et des 25 premiers pays en transition dans le commerce extérieur de la Suisse pour cette même année.

Autres données


D'autres données statistiques sur le commerce extérieur de la Suisse apparaissent également dans différents chapitres de la page Internet de l'AFD, comme les importations et les exportations par moyens de transport ou par cantons et zones de passage.

Les indices du commerce extérieur pour les années les plus récentes sont présentés dans un chapitre, et les exportations suisses de matériel de guerre dans un autre.


A.1.2. Données de la Banque nationale suisse (BNS)

La Banque nationale suisse (BNS) publie également des données sur le commerce extérieur de la Suisse, dans son *Bulletin mensuel de statistiques économiques*: <www.snb.ch> >Français >Publications >Bulletin mensuel de statistiques économiques.

Le chapitre I (lettre *I*) fournit les chiffres sur le commerce extérieur, selon l'utilisation des marchandises, selon la nature des marchandises et par pays. Les données sont disponibles en format PDF (mises en forme telles qu'elles apparaissent dans la publication), en format de données (Excel ou Text). La publication fournit les totaux annuels des importations, des exportations et du solde de la balance commerciale.

 *Limite*: en format de données, les chiffres mensuels doivent être additionnés manuellement pour obtenir les totaux par année.

A la différence des chiffres de l'Administration fédérale des douanes, qui fournit les données sur le commerce extérieur d'année en année (à la mi-année pour l'année antérieure), la BNS fournit les données de mois en mois (avec un délai de trois mois – au mois de février pour les données du mois de novembre précédent par exemple).

 *Mise en garde*: la classification des pays utilisée par la BNS n'est pas la même que celle qui est retenue dans les sections B et C de la présente partie « Statistiques » de l'Annuaire, lesquelles se fondent sur la liste des bénéficiaires de l'aide établie par le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE (liste reproduite à la fin de cet Annuaire).

En outre, l'annexe *Balance suisse des paiements* du *Bulletin mensuel de statistiques économiques* commente les flux de biens et services entre la Suisse et l'étranger (voir plus bas, dans section A.2.1, le point « Balance des paiements et position extérieure nette de la Suisse »).

A.1.3. Données du Secrétariat d'Etat à l'économie

Le Secrétariat d'Etat à l'économie (seco) offre sur son site Internet des informations par pays concernant les relations économiques extérieures de la Suisse : www.seco.admin.ch >F [Français] >Politique économique extérieure >Informations par pays.

Ces informations par pays sont des *fiches* en format Word régulièrement mises à jour, contenant des données sur le pays en question et dépassant le strict cadre du commerce extérieur de la Suisse (par exemple données géopolitiques, liens diplomatiques entre la Suisse et le pays).

Un document intitulé *Liste de sources « Relations économiques bilatérales »* est accessible en téléchargement sur cette page Internet du seco. Il fournit encore des informations complémentaires aux fiches par pays.

A.2. Flux financiers

A.2.1. Données de la Banque nationale suisse (BNS)

Le site Internet de la Banque nationale suisse (BNS) publie les informations les plus complètes sur les flux financiers en provenance et à destination de la Suisse : www.snb.ch >Français >Données et statistiques.


Plusieurs sources sont disponibles sur ce site, offrant le plus souvent des données avec une certaine profondeur historique. Les données sont publiées dans des ouvrages disponibles à la page suivante du site de la BNS : www.snb.ch >Français >Publications.


❑ « Bulletin mensuel de statistiques économiques »

En activant le lien vers cette publication, www.snb.ch >Français >Publications >Bulletin mensuel de statistiques économiques, c'est le bulletin le plus récent qui est présenté mais, tout en bas de la page, un autre lien permet d'accéder aux bulletins mensuels archivés depuis l'année 2000. Tous les chiffres sont disponibles en format PDF mais également en format Excel ou en format Text.

Le chapitre F du bulletin, consacré au marché des capitaux, offre les chiffres concernant les emprunts de débiteurs étrangers en Suisse, en souscription publique ou non, par catégories d'emprunt ou par groupes de pays.

Le chapitre S du bulletin, consacré aux investissements directs, offre les chiffres concernant les investissements directs à l'étranger. Les flux annuels de ces investissements (exportation de capitaux), les stocks d'investissements (état en fin d'année) ainsi que l'effectif du personnel dans les entreprises suisses à l'étranger sont disponibles par pays ou par branches/secteurs d'activité.

 *Mise en garde* : la classification des pays utilisée par la BNS lui est propre et ne doit pas être comparée avec celles d'autres sources, en particulier la liste des bénéficiaires de l'aide établie par le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE. Certains pays classés dans le groupe des pays nouvellement industrialisés par la BNS sont par exemple considérés comme des pays en développement par le CAD.

 *Référence*: dans toute la partie « Statistiques » de l'Annuaire, c'est la classification de la liste des bénéficiaires de l'aide établie par le CAD qui est utilisée. Cette dernière est composée de deux parties, la première concernant les pays et territoires en développement et la seconde les pays et territoires en transition.


□ « *L'évolution des investissements directs* »

Le rapport *L'évolution des investissements directs* paraît annuellement en annexe au numéro de décembre du *Bulletin mensuel de statistiques économiques* (voir ci-dessus): <www.snb.ch> **Français** >**Données et statistiques** >**Investissements directs** >**L'évolution des investissements directs**. En activant ce lien du site Internet de la BNS, la publication est disponible depuis l'année 2000 jusqu'à l'année la plus récente (en décembre 2005 a été publié *L'évolution des investissements directs en 2004*). Cette publication fournit des tableaux et des commentaires sur l'évolution des investissements directs suisses à l'étranger et des investissements directs étrangers en Suisse pour l'année de référence.


□ « *Les banques suisses* »


Cette publication, qui paraît annuellement en été, est disponible en activant le lien correspondant dans la rubrique des publications du site Internet de la BNS. Les éditions sont disponibles depuis 1996 en format PDF (publication complète ou résumé) et seule la publication la plus récente propose en plus des chiffres en format Excel ou en format Text.

Le chapitre 1.5 de cette publication fournit la répartition par pays des avoirs et engagements à l'étranger figurant dans les bilans d'une centaine de banques suisses (tableau 32).

 *Définition*: les opérations figurant au bilan d'une banque sont seulement celles que la banque effectue pour son propre compte.

Le chapitre 2.2 de cette publication fournit la répartition par pays des avoirs et des engagements à l'étranger de cette même centaine de banques suisses, mais à titre fiduciaire (tableau 38).

 *Définition*: les opérations à titre fiduciaire d'une banque sont celles que la banque effectue pour le compte et aux risques de ses clients.

 *Mise en garde*: ce chapitre ne couvre pas l'ensemble des avoirs et engagements à l'étranger, car toutes les banques n'y figurent pas et le secteur parabancaire (p. ex. gérants de fortune, agents fiduciaires, bureaux de change) n'y est pas inclus.

□ *Balance des paiements et position extérieure nette de la Suisse*

<www.snb.ch> **Français** >**Publications** >**Balance des paiements et position extérieure nette de la Suisse**.

Dans cette rubrique des publications de la BNS apparaissent trois annexes du *Bulletin mensuel de statistiques économiques*, dont *L'évolution des investissements directs* présentée ci-dessus. Les deux autres sont les suivantes :

- ❑ l'annexe *Balance suisse des paiements*, qui paraît une fois par an⁵, est disponible sur le site Internet de la BNS en format PDF depuis 1996. Elle commente l'évolution des flux économiques entre la Suisse et l'étranger de l'année sous revue (flux de biens et services, flux de capitaux) et est assortie de tableaux fournissant les chiffres avec une profondeur historique de cinq ans ;
- ❑ l'annexe *Position extérieure nette de la Suisse* est disponible en format PDF pour chaque année depuis 2000⁶. Elle commente l'évolution des chiffres des actifs à l'étranger, des passifs envers l'étranger et de la position nette de la Suisse, selon les directives du FMI. Les tableaux fournissent également ces chiffres avec une profondeur historique de cinq ans.

A.2.2. Données du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE

Le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE possède un site Internet très fourni dans lequel de nombreuses données statistiques sont disponibles : www.oecd.org/dac >Français >Statistiques de l'aide.

Le site en langue anglaise, www.oecd.org/dac >English >Aid Statistics, est beaucoup plus riche que celui en langue française mais lorsqu'un document existe dans l'autre langue, une référence le mentionne et un lien conduit à la traduction.

❑ Disponibilité des données

Le CAD met ses données à disposition sous forme de tableaux accessibles gratuitement en ligne, mais également sous forme de CD-Rom (en particulier le CD-Rom *Statistiques sur le développement international – International Development Statistics CD-ROM*) ou de rapports papier qui peuvent être achetés dans la librairie en ligne de l'OCDE, www.oecdbookshop.org, ou consultés dans les bibliothèques.

📖 *Coopération pour le développement. Rapport 2005*, Les Dossiers du CAD, Paris, OCDE, 2005.

❑ Annexe statistique du rapport annuel « Coopération pour le développement »

L'annexe statistique du rapport *Coopération pour le développement (Statistical Annex of the Development Co-operation Report)* fournit divers tableaux en format Excel, relatifs aux flux financiers entre les pays membres du CAD et les pays bénéficiaires de l'aide.

La table des matières (*Table of Contents*) de cette annexe est utile pour trouver les tableaux recherchés.

👉 *Mise en garde*: les tableaux de l'annexe statistique du rapport annuel *Coopération pour le développement* ne sont pas toujours numérotés de la même manière d'une année à l'autre et c'est la raison pour laquelle la table des matières fait foi.

Le tableau 13 de l'annexe au rapport 2005 présente les flux financiers entre les pays membres du CAD et les pays bénéficiaires de l'aide pour l'année 2004 en quatre catégories :

⁵ Parution fin septembre d'une année sur les chiffres de l'année antérieure.

⁶ Parution fin décembre d'une année sur les chiffres de l'année antérieure.

- ❑ l'aide publique au développement (APD – voir plus bas section A.3.1);
- ❑ les autres apports du secteur public (accordés aux conditions du marché, contrairement à l'APD);
- ❑ les dons des organismes privés bénévoles;
- ❑ les capitaux privés qui sont versés à ces pays aux conditions du marché (investissements directs, crédits à l'exportation et investissements de portefeuille).

Le tableau 14 fournit les mêmes données, mais pour les années 2001 à 2004 ainsi que pour la moyenne des années 1993-1994, soit dix ans avant les dernières données disponibles.

Le tableau 37 présente les taux de change moyen annuel (de 2000 à 2004 dans le rapport 2005) vis-à-vis du dollar pour les devises des pays membres du CAD, utiles lors de comparaisons avec les chiffres d'autres sources non libellés en dollars.

Le tableau 38 fournit les chiffres du revenu national brut (RNB) et de la population pour chaque pays du CAD, permettant ainsi de calculer ce que représentent les différentes catégories de flux par unité de RNB ou par habitant (dans le rapport 2005 : de 2002 à 2004 ainsi que la moyenne des années 1993 et 1994).

❑ *Statistiques sur le développement international en ligne*


Le site Internet des données statistiques du CAD contient un lien vers la page des statistiques sur le développement international en ligne (*International Development Statistics Online*), qui nécessite un enregistrement préalable (gratuit) et qui permet ensuite d'avoir accès aux banques de données du CAD (*Datasets*) sur les flux financiers à destination des pays bénéficiaires de l'aide.

L'utilisateur (averti et anglophone!) pourra tirer de ces banques de données les tableaux dont il a besoin en procédant à une recherche (*Query*) dont l'accès est représenté par un carré bleu à gauche du titre de la banque de données pertinente. Cette recherche se fait principalement par filtration, sur l'année, sur le pays (donneur ou bénéficiaire de l'aide) et/ou sur le type de flux. Les résultats de la recherche peuvent d'abord être prévisualisés à l'écran pour vérifier que ce sont bien ceux auxquels l'utilisateur s'attendait et ensuite être exportés dans un format récupérable dans Excel.

❑ *Autres données statistiques du CAD ou de l'OCDE*

Le CAD propose également, sur la page des données statistiques de son site Internet, des fiches synthétiques sur les différents flux ou montants pertinents, pour les pays membres du CAD (aide par donneur – *donor aid charts*) et pour les pays bénéficiaires de l'aide (aide par bénéficiaire – *recipient aid charts*).

La *Liste des bénéficiaires de l'aide établie par le CAD (DAC List of Aid Recipients)* est également disponible sur cette page Internet.

 *Mise en garde*: cette liste est régulièrement mise à jour et à chaque année de flux financiers (notamment ceux d'APD) correspond une liste précise, valable pour l'année en question.

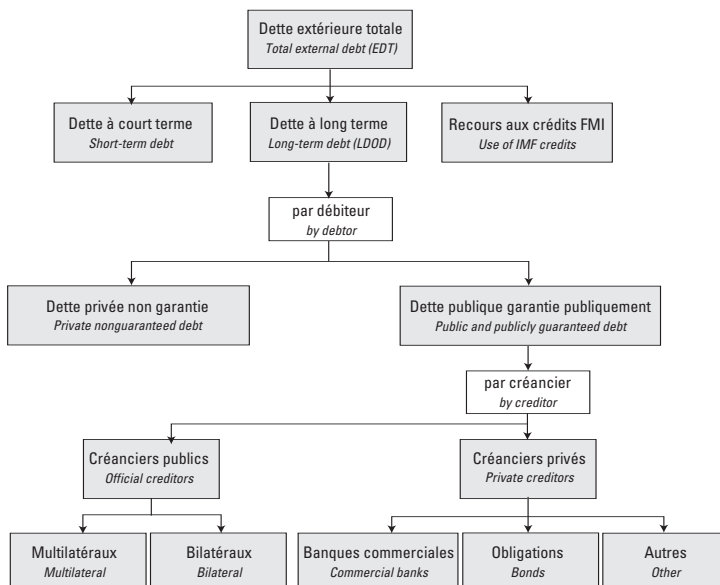
Un lien vers les chiffres de la dette extérieure (*External Debt*) des pays bénéficiaires de l'aide apparaît également sur cette page Internet (en anglais). Ces chiffres sont publiés tous les trimestres, conjointement par la Banque des règlements internationaux (BRI), le Fonds monétaire international (FMI), le groupe de la Banque mondiale (BM) et l'OCDE (*Joint Statistics on External Debt*). Une banque de données est également exploitable pour ces chiffres, aux mêmes conditions que celles du CAD (voir plus haut « Statistiques sur le développement international en ligne »). Sinon, les chiffres sont proposés en format PDF ou Excel.

A.2.3. Composition de la dette extérieure des pays en développement et des flux financiers qui leur sont destinés

La Banque mondiale, dans la partie *Sources and Definitions* de sa publication *Global Development Finance 2005*⁷, offre deux schémas et un tableau qui permettent de mieux comprendre la composition des flux financiers intéressant les pays en développement.

Le premier schéma présente les composantes de la dette extérieure des pays en développement et le second les composantes des flux financiers à long terme qui leur sont destinés. Le tableau situe ces flux financiers dans l'ensemble des flux financiers à long terme qui entrent dans les différentes balances intermédiaires de la comptabilité nationale (balance des transactions courantes, balance des capitaux et balance financière) et qui s'équilibrent dans la balance des paiements.

Schéma 1 : Composants de la dette



⁷ World Bank, *Global Development Finance 2005 : Mobilizing Finance and Managing Vulnerability, II. Summary and Country Tables*, Washington, 2005, pp. xix-xxviii.

Schéma 2: Flux agrégés nets des ressources et transferts nets (à long terme) vers les pays en développement

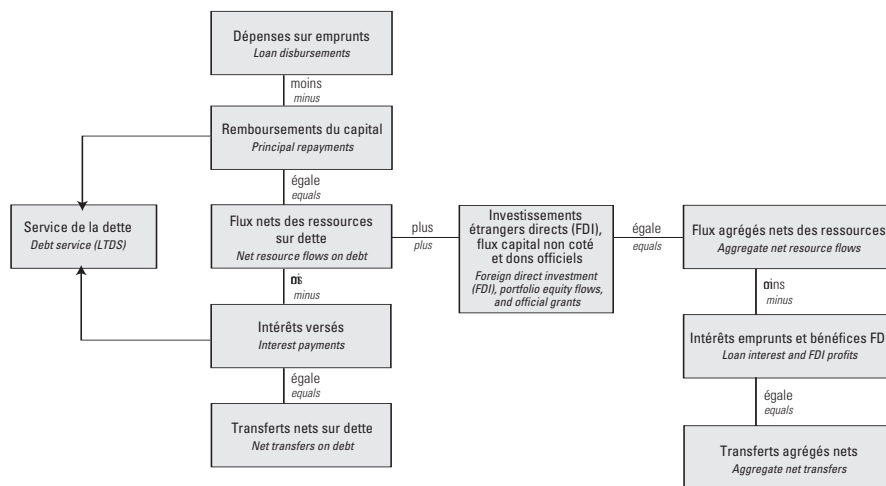


Tableau 1: Flux agrégés nets des ressources (à long terme) et balance des paiements

	Crédits	Débits
Compte courant	<ul style="list-style-type: none"> – exportations de biens et services – revenus reçus – transferts courants y compris envois de travailleurs émigrés et dons privés 	<ul style="list-style-type: none"> – importations de biens et services – revenus payés – transferts courants
Compte capital et compte financier	<ul style="list-style-type: none"> – transferts non rémunérés (de la part de gouvernements étrangers) – transferts non rémunérés (de la part de gouvernements étrangers) – investissements étrangers directs (de la part de non-résidents) (les désinvestissements sont affectés du signe –) – investissements en portefeuille (de la part de non-résidents) (les amortissements sont affectés du signe –) – autres entrées de capital à long terme (de la part de non-résidents) (les amortissements sont affectés du signe –) 	<ul style="list-style-type: none"> – transferts non rémunérés (de la part du gouvernement national) – transferts non rémunérés (de la part du gouvernement national) – investissements étrangers directs (de la part de résidents) (les désinvestissements sont affectés du signe –) – investissements en portefeuille (de la part de résidents) (les amortissements sont affectés du signe –) – autres sorties de capital à long terme (de la part de résidents) (les amortissements sont affectés du signe –)
Compte réserves	Changements nets des réserves	

□ Flux agrégés nets des ressources

■ Flux nets de ressources sur dette (à long terme)

Source des schémas 1 et 2 et du tableau 1: World Bank, *Global Development Finance 2005: Mobilizing Finance and Managing Vulnerability, II. Summary and Country Tables*, Washington, 2005, pp. xxi-xxii.

A.3. Flux d'aide au développement

A.3.1. Données du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE

Comme décrit plus haut dans la section A.2.2, le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE possède un site Internet riche en données statistiques : www.oecd.org/dac >English >Aid Statistics. Pour la disponibilité des données, se référer à la section A.2.2.

□ *Annexe statistique du rapport annuel « Coopération pour le développement »*

Cette publication est disponible en ligne, en français ou en anglais (*statistical Annex of the Development Co-operation Report*), et offre, en une quarantaine de tableaux en format Excel, une vue complète sur les flux financiers entre les pays membres du CAD et les pays bénéficiaire de l'aide.

La table des matières (*Table of Contents*) de cette annexe est utile pour trouver les tableaux recherchés et, comme elle n'est pas nécessairement la même chaque année, il faut la consulter pour retrouver les données d'un autre rapport que celui qui est présenté ci-dessous.

Le graphique 1 de l'annexe au rapport 2005 présente une vue d'ensemble des contributions d'aide publique au développement (APD) consenties par les pays membres du CAD en 2004, en valeur absolue et en pourcentage du RNB. Le tableau 1 fournit les chiffres de ces contributions pour les années 2003 et 2004.

☞ *Définitions* : le CAD définit différents agrégats d'aide qui peuvent être trouvés dans les notes techniques à la fin des rapports annuels sur la coopération pour le développement (disponibles en version papier à l'achat ou en bibliothèque, mais pas directement en ligne) :


- aide publique au développement (APD) : prêts et dons accordés à des conditions financières libérales par le secteur public des pays membres du CAD aux pays et territoires figurant dans la partie I de la liste des bénéficiaires de l'aide établie par le CAD (pays et territoires en développement), dans le but principalement de faciliter le développement économique et d'améliorer les conditions de vie dans ces pays ;
- aide publique (AP) : apports financiers qui répondraient aux critères d'inclusion dans l'ADP définis ci-dessus, mais dont les pays bénéficiaires figurent dans la partie II de la liste des bénéficiaires de l'aide établie par le CAD (pays et territoires en transition).

Le tableau 14 de l'annexe du rapport 2005 fournit les détails des flux composant l'agrégat d'APD pour chaque pays membre du CAD et pour les quatre années de données les plus récentes, en particulier les flux d'APD bilatérale (prêts et dons) et ceux d'APD multilatérale. Ce tableau indique également les flux privés des organismes privés bénévoles vers les pays en développement.

Le tableau 40 fournit ces mêmes détails mais concernant les flux qui composent l'agrégat d'AP, pour chaque pays du CAD et pour les trois années de données les plus récentes. Ce tableau indique également les flux privés des organismes privés bénévoles vers les pays en transition.

Pour avoir une répartition des flux par pays bénéficiaires de l'aide en provenance de l'ensemble des pays membres du CAD, il faut se reporter aux tableaux 25 (APD en faveur des pays en développement) et 41 (AP en faveur des pays en transition).

Le tableau 32 présente la liste des 15 principaux pays bénéficiaires de l'APD, pour chaque pays membre du CAD, en pourcentage du total de l'APD versée (versements bruts). Il permet de comparer la focalisation géographique de l'aide propre à chaque pays donneur. La répartition de l'APD bilatérale entre les catégories de pays retenues dans la liste des bénéficiaires de l'aide établie par le CAD et par entités géographiques apparaît également dans le tableau 32, pour chaque pays membre du CAD.

 *Définitions* : un versement brut correspond au montant total versé au cours d'une période comptable donnée. Un versement net correspond au versement brut déduction faite de tous les remboursements de principal ou des restitutions de dons intervenus pendant la même période comptable.


L'équivalent du tableau 32 pour les versements d'AP par pays membres du CAD n'est pas fourni dans l'annexe statistique du rapport annuel *Coopération pour le développement*. En revanche, une recherche dans les banques de données de la statistique sur le développement international en ligne est possible pour retrouver ce type d'informations (voir plus haut, dans la section A.2.2, le point consacré à cette statistique en ligne).

A.3.2. Données de la Direction du développement et de la coopération (DDC)

La Direction du développement et de la coopération (DDC) publie chaque année des données statistiques sur l'aide de la Suisse aux pays en développement et en transition. Ces données sont publiées séquentiellement et les chiffres ne sont pas forcément les mêmes entre les différentes sources (actualisation de chiffres provisoires).

« Rapport annuel de la coopération internationale de la Suisse »

Le rapport est publié conjointement par la Direction du développement et de la coopération (DDC) et le Secrétariat d'Etat à l'économie (seco), qui sont les deux services fédéraux chargés de coordonner et de mettre en œuvre la coopération internationale de la Suisse. Il paraît au milieu de l'année qui suit l'année de référence sur laquelle portent les statistiques (en juillet 2005 est paru le rapport 2004, avec des chiffres provisoires pour 2004 et des chiffres actualisés pour 2003).


 *Mise en garde* : s'agissant d'une actualisation des chiffres 2003, ceux-ci ne sont pas forcément les mêmes que ceux qui avaient été publiés dans le rapport 2003 une année auparavant. Les chiffres 2004 étant provisoires, ils ne sont pas non plus forcément les mêmes que les chiffres actualisés qui sont publiés plusieurs mois plus tard dans l'ouvrage *Aide de la Suisse aux pays en développement et aux pays en transition* (voir plus bas).

Le rapport est disponible gratuitement en version électronique (PDF) et peut être commandé en version papier sur le site Internet de la DDC : www.ddc.admin.ch >Publications.

Il est divisé en deux grandes parties, la première thématique et la seconde statistique. Celle-ci fournit les chiffres de l'APD et de l'AP de la Suisse pour l'année de référence du rapport et pour l'année précédente. Elle présente entre autres aussi les chiffres des dépenses d'aide bilatérale de la DDC et du seco par pays, ceux de la DDC pour l'aide humanitaire et par secteurs d'activité ainsi que ceux du seco par instruments.

□ « *Aide de la Suisse aux pays en développement et aux pays en transition* »

Cette publication (en français avec une introduction en allemand) de la DDC est disponible généralement au cours du printemps et porte sur les chiffres de deux ans auparavant (au printemps 2006 paraît l'ouvrage de statistiques 2004). Ces données ne sont disponibles pour le moment qu'en version papier, mais un exemplaire de l'ouvrage peut être obtenu gratuitement auprès de la DDC⁸.

 *Mise en garde*: cet ouvrage étant publié plusieurs mois après le *Rapport annuel de la coopération internationale de la Suisse* (voir plus haut), les chiffres fournis sont actualisés et ne sont plus provisoires. Ils peuvent donc être différents pour l'année commune de référence.

Les flux d'aide suivants sont présentés dans ce document :

- aide publique et privée aux pays en développement et en transition : vue d'ensemble, évolution, selon la source de financement ;
- contributions multilatérales entrant dans l'APD ou l'AP ;
- flux financiers bilatéraux vers les pays en développement et en transition : par continents, par catégories de pays selon la classification du CAD et par pays. Ce tableau est une version abrégée de celui se trouvant dans la section B de la présente partie « Statistiques » ;
- contributions bilatérales : aide publique et privée bilatérale par continent et par pays ;
- aide publique des cantons aux pays en développement et en transition : par cantons ;
- aide publique des communes aux pays en développement et en transition : par cantons et par communes ;
- aide privée des organismes bénévoles (ONG) aux pays en développement et en transition : par organismes et par pays bénéficiaires de l'aide.

A la fin de ce document se trouvent encore la liste des bénéficiaires de l'aide établie par le CAD ainsi qu'un répertoire des organismes privés bénévoles (ONG) œuvrant dans le domaine de l'aide (avec leurs coordonnées de contact).

⁸ DDC, Freiburgstrasse 130, 3003 Berne, tél. 031 322 44 12, <info@deza.admin.ch>.

B. Vue d'ensemble des flux financiers
et commerciaux entre la Suisse et les pays
en développement et les pays en transition

Tableau 2 : Synthèse des relations de la Suisse avec les pays en développement et les pays en transition en 2004
(en milliers de francs et en pourcentage)

	AP(D), AASP	Aide privée	GRE	IDE	Importations	Exportations	Solde commercial
En milliers de francs							
Relations de la Suisse avec les pays en développement	1'475'500	321'875	305'449	-2'587'800	9'280'936	17'571'443	8'290'507
Pays les moins avancés (PMA)	320'528	137'248	0	-297'600	167'582	351'726	184'144
Pays à faible revenu (hors PMA)	196'146	52'059	-97'633	188'700	1'595'199	2'174'111	578'912
Pays à revenu moyen	269'553	108'892	-177'562	-2'503'500	7'489'533	14'870'774	7'381'241
Pays à revenu plus élevé	0	0	580'645	13'700	28'622	174'832	146'210
Projets régionaux et non ventilés	689'273	23'677	0	10'900	n.a.	n.a.	n.a.
Relations avec les les pays en transition							
Pays d'Europe centrale et orientale, nouveaux Etats indépendants	82'105	14'778	-62'588	10'329'300	8'249'436	17'593'490	9'344'054
Pays en développement plus avancés	80'728	12'783	-41'239	1'323'000	4'070'982	6'156'982	2'086'000
Projets régionaux et non ventilés	1'377	1'995	-21'349	9'006'300	4'178'454	11'436'508	7'258'054
Projets régionaux et non ventilés	0	0	0	0	n.a.	n.a.	n.a.
En pourcentage							
Relations de la Suisse avec les pays en développement							
Pays les moins avancés (PMA)	21.7	42.6	n.a.	n.a.	1.8	2.0	n.a.
Pays à faible revenu (hors PMA)	13.3	16.2	n.a.	n.a.	17.2	12.4	n.a.
Pays à revenu moyen	18.3	33.8	n.a.	n.a.	80.7	84.6	n.a.
Pays à revenu plus élevé	0.0	0.0	n.a.	n.a.	0.3	1.0	n.a.
Projets régionaux et non ventilés	46.7	7.4	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Total	100.0	100.0			100.0	100.0	
Flux financiers vers les pays en transition							
Pays d'Europe centrale et orientale, nouveaux Etats indépendants	98.3	86.5	n.a.	n.a.	49.3	35.0	n.a.
Pays en développement plus avancés	1.7	13.5	n.a.	n.a.	50.7	65.0	n.a.
Projets régionaux et non ventilés	0.0	0.0	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Total	100.0	100.0			100.0	100.0	

Sources

DDC, *Aide suisse aux pays en développement et au pays en transition. Statistiques 2004*, Berne, 2006. Direction générale des douanes, *Commerce extérieur de la Suisse. Statistique selon les marchandises et les pays, janvier-décembre 2004*, Berne, 2005, pp. 872-877.

Remarque

Les tableaux de la partie B sont commentés dans la partie C, en particulier au point C.1.

Sigles

n.a. = non applicable.
.. = non disponible.

Classification des pays

La classification des pays est celle qu'établit annuellement le CAD (voir la liste en fin d'Annuaire). La première partie de cette liste est composée de pays et territoires en développement auxquels est adressée l'aide publique au développement, et la seconde partie est composée de pays et territoires en transition auxquels s'adresse l'aide publique.

Colonnes

APD) = Aide publique (au développement).

AASP = Autres apports du secteur public.

GRE = Garantie contre les risques à l'exportation.

Un chiffre positif de la GRE indique que, pour l'année sous revue, les montants versés par l'exportateur à la GRE au titre de primes et les autres produits de la GRE (intérêts créditeurs, rem-

boursements d'indemnités, dissolution de provision) ont été supérieurs aux montants versés par la GRE à l'exportateur au titre d'indemnités et aux autres charges de la GRE (frais administratifs, frais financiers, augmentation des provisions).

Inversement, un chiffre négatif de la GRE indique que les produits de la GRE ont été inférieurs à ses charges au cours de l'année sous revue.

IDE = Investissements directs à l'étranger.

Les chiffres des IDE sont fournis par la Banque nationale suisse mais, pour des raisons de confidentialité, ils ne sont que partiellement dévoilés par pays. Ils sont fondus dans les totaux régionaux. Un chiffre positif des IDE indique que, pour l'année sous revue, le flux net d'IDE va de la Suisse vers le pays ou la catégorie de pays.

Inversement, un chiffre négatif des IDE indique que le flux net d'IDE va du pays ou de la catégorie de pays vers la Suisse.

Importations.

Somme payée dans l'année sous revue par la Suisse pour ses importations de biens et services en provenance du pays ou de la catégorie de pays.

Exportations.

Somme reçue dans l'année sous revue par la Suisse pour ses exportations de biens et services vers le pays ou la catégorie de pays.

Solde commercial.

Différence entre le montant des exportations et celui des importations. Un solde commercial positif indique que le montant reçu par la Suisse pour ses exportations est supérieur à celui payé par la Suisse pour ses importations. Un solde commercial négatif indique que le montant reçu par la Suisse pour ses exportations est inférieur au montant payé par la Suisse pour ses importations.

Tableau 3 : Relations de la Suisse avec les pays en développement (partie I de la liste du CAD) en 2004 (en milliers de francs)

	APD, AASP	Aide privée	GRE	IDE	Importations	Exportations	Solde commercial
Total	1'475'499	321'875	305'450	-2'587'800	9'280'936	17'571'443	8'290'507
Europe	128'810	27'770	-35'855	243'200	613'916	2'508'922	1'895'006
Pays à faible revenu (hors PMA)	4'030	409	0	..	1'251	20'916	19'665
Moldavie (Moldova)	4'030	409	0	..	1'251	20'916	19'665
Pays à revenu moyen	113'152	25'737	-35'855	..	612'665	2'488'006	1'875'341
Albanie	9'127	4'239	0	..	502	31'870	31'368
Bosnie-Herzégovine	15'771	7'913	0	..	12'299	38'993	26'694
Croatie	614	68	-1'833	48'100	62'035	225'177	163'142
Etats ex-Yougoslavie, non spécifié	6	45	0	..	..	..	..
Macédoine (ERYM)	15'579	410	0	..	4'462	42'584	38'122
Serbie-et-Monténégro	69'969	11'136	0	..	20'776	215'533	194'757
Turquie	2'086	1'925	-34'023	164'300	512'591	1'933'849	1'421'258
Non ventilé et projets régionaux	11'628	1'624	0	..	n.a.	n.a.	n.a.
Afrique	317'871	112'323	-38'670	-313'100	2'087'879	2'015'091	-72'788
Pays les moins avancés (PMA)	237'899	90'235	0	..	52'219	206'406	154'187
Angola	8'883	2'489	0	..	6	12'022	12'016
Bénin	11'715	3'232	0	..	62	11'794	11'732
Burkina Faso	25'361	6'037	0	..	807	1'768	961
Burundi	6'105	1'074	0	..	1'268	691	-577
Cap-Vert	6'155	1	0	..	13	457	444
Centrafricaine, Rép.	175	1'384	0	..	129	212	83
Comores	..	..	..	..	190	106	-84
Congo, Rép. dém.	6'025	5'204	0	..	410	4'908	4'498
Djibouti	..	..	..	..	3	1'896	1'893
Erythrée	1'199	1'130	0	..	76	2'262	2'186
Ethiopie	3'948	8'535	0	..	7'075	16'065	8'990
Gambie	0	29	0	..	54	1'295	1'241
Guinée	792	1'045	0	..	2'330	16'511	14'181

	APD, AASP	Aide privée	GRE	IDE	Importations	Exportations	Solde commercial
Afrique (suite)							
Guinée équatoriale	63	134	0	..	129	239	110
Guinée-Bissau	644	282	0	..	1	360	359
Lesotho	658	385	0	..	..	415	..
Liberia	3'981	4'032	0	..	155	13'131	12'976
Madagascar	17'704	2'094	0	..	2'650	3'245	595
Malawi	43	1'989	0	..	4'682	778	-3'904
Mali	11'116	5'296	0	..	1'152	4'655	3'503
Mauritanie	517	2'510	0	..	227	2'201	1'974
Mayotte	..	..	..	..	54	9	-45
Mozambique	34'377	5'292	0	..	1'125	4'020	2'895
Niger	9'632	1'327	0	..	877	13'086	12'209
Ouganda	3'920	4'630	0	..	12'552	4'936	-7'616
Rwanda	7'901	2'692	0	..	88	597	509
São Tomé et Príncipe	26	0	0	..	131	316	185
Sénégal	3'296	1'974	0	..	2'544	15'890	13'346
Sierra Leone	4'125	356	0	..	22	820	798
Somalie	1'154	2'509	0	..	281	179	-102
Soudan	16'782	11'806	0	..	279	33'292	33'013
Sainte-Hélène	..	..	..	..	16	130	114
Tanzanie	32'359	6'234	0	..	10'367	9'972	-395
Tchad	17'473	2'289	0	..	245	1'703	1'458
Togo	995	1'527	0	..	1'497	15'759	14'262
Zambie	774	2'716	0	..	722	10'686	9'964
Pays à faible revenu (hors PMA)	18'897	12'365	-1'219	..	661'543	262'560	-398'983
Cameroun	3'433	4'611	0	..	2'765	11'714	8'949
Congo, Rép.	251	234	0	..	893	3'937	3'044
Côte d'Ivoire	2'721	341	-567	-14'100	14'928	41'704	26'776
Ghana	9'485	1'130	0	..	33'740	26'589	-7'151
Kenya	1'119	2'373	-420	900	23'348	29'333	5'985
Nigeria	49	368	0	2'500	576'377	141'835	-434'542
Zimbabwe	1'839	3'307	-232	..	9'492	7'448	-2'044

	APD, AASP	Aide privée	GRE	IDE	Importations	Exportations	Solde commercial
Afrique (suite)							
Pays à revenu moyen	16 601	7 923	-37 451	..	1 374 117	1 546 125	172 008
<i>Afrique du Sud</i>	8 685	2 080	-746	-82 800	1 012 002	552 170	-459 832
<i>Algérie</i>	2 383	1 669	-13 147	..	168 751	191 850	23 099
<i>Botswana</i>	0	16	0	..	250	65 850	65 600
<i>Egypte</i>	1 987	1 862	-3 200	38 600	32 620	391 492	358 872
<i>Gabon</i>	1	71	0	..	301	5 383	5 082
<i>Maroc</i>	1 686	748	-18 450	7 000	105 368	167 808	62 440
<i>Maurice</i>	0	0	-118	..	29 003	45 709	16 706
<i>Namibie</i>	831	271	0	..	1 291	20 897	19 606
<i>Seychelles</i>	..	..	..	..	77	1 622	1 545
<i>Swaziland</i>	0	1 031	0	..	83	670	587
<i>Tunisie</i>	1 029	175	-1 790	4 200	24 371	102 674	78 303
Non ventilé et projets régionaux	44 474	1 800	0	..	n.a.	n.a.	n.a.
Amérique							
Pays les moins avancés (PMA)	143 540	55 801	-39 752	-2 721 500	1 136 282	3 606 914	2 470 632
<i>Haïti</i>	7 884	5 482	0	..	1 895	2 928	1 033
Pays à faible revenu (hors PMA)	21 813	5 104	0	..	1 895	2 928	1 033
<i>Nicaragua</i>	21 813	5 104	0	..	3 178	3 786	608
Pays à revenu moyen	94 702	44 579	-39 752	..	1 131 209	3 600 200	2 468 991
<i>Antigua-et-Barbuda</i>	0	0	0	..	789	4 837	4 048
<i>Anguilla</i>	..	..	..	..	1	64	63
<i>Argentine</i>	435	582	-1 342	73 000	48 604	257 228	208 624
<i>Barbade</i>	0	0	0	..	257	8 739	8 482
<i>Bélice</i>	0	0	0	..	4	1 120	1 116
<i>Bolivie</i>	26 017	5 289	-1 091	2 900	1 426	7 482	6 056
<i>Bésil</i>	4 094	8 344	-13 061	4 30 200	503 089	1 249 672	746 583
<i>Chili</i>	2 102	402	-1 456	27 000	58 089	1 35 491	77 402
<i>Colombie</i>	10 185	5 745	-3 113	12 000	68 012	209 801	141 789
<i>Costa Rica</i>	1 354	288	0	38 200	64 443	45 969	-18 474
<i>Cuba</i>	4 848	430	0	..	28 884	13 340	-15 544

	APD, AASP	Aide privée	GRE	IDE	Importations	Exportations	Solde commercial
Amérique (suite)							
Dominicaine, Rép.	1'089	891	-1'060	..	14'265	13'964	-301
Dominique	..	..	..	..	1'650	1'732	82
El Salvador	3'290	1'794	-489	..	2'574	10'344	7'770
Equateur	9'552	3'680	0	15'000	49'790	48'402	-1'388
Grenade	..	..	..	..	1'940	86	-1'854
Guatemala	2'579	4'129	-431	1'200	10'769	27'559	16'790
Guyane	..	..	..	..	728	943	215
Honduras	2'487	2'634	0	..	8'711	18'804	10'093
Jamaïque	0	3	0	..	3'594	16'618	13'024
Mexique	493	3'639	-19'400	-2'499'600	178'849	1'044'103	865'254
Montserrat	..	..	..	..	..	2	..
Panama	0	50	-363	..	35'657	193'493	157'836
Paraguay	799	1'084	-197	..	2'448	9'342	6'894
Pérou	24'905	4'633	-352	98'700	20'083	65'535	45'452
Saint-Vincent	..	..	..	..	120	1'262	1'142
Sainte-Lucie	..	..	..	..	17	3'766	3'749
Suriname	..	..	..	..	141	2'564	2'423
Trinité -et - Tobago	0	0	-4'657	..	194	9'377	9'183
Turks et Caïques, îles	..	..	..	..	37	1'667	1'630
Uruguay	245	169	0	82'400	20'381	74'630	54'249
Venezuela	229	772	7'260	87'400	5'663	122'264	116'601
Non ventilé et projets régionaux	19'141	635	0	..	n.a.	n.a.	n.a.
Asie	302'062	106'924	419'727	191'100	5'425'431	9'434'735	4'009'304
Pays les moins avancés (PMA)	74'740	41'519	0	..	113'483	142'149	28'686
Afghanistan	23'430	7'219	0	..	223	2'266	2'043
Bangladesh	14'743	5'460	0	7'200	77'392	87'439	10'047
Bhoutan	6'643	570	0	..	29	732	703
Cambodge	4'438	22'777	0	..	19'951	5'146	-14'805
Laos	3'507	580	0	..	4'098	1'285	-2'813
Maldives	..	..	..	..	251	2'415	2'164

	APD, AASP	Aide privée	GRE	IDE	Importations	Exportations	Solde commercial
Asie (suite)							
Myanmar (Birmanie)	2'611	1'399	0	..	1'609	4'260	2'651
Népal	19'366	3'513	0	..	9'645	4'479	-5'166
Yémen	2	0	0	..	265	34'127	33'862
Pays à faible revenu (hors PMA)	151'161	32'214	-96'414	..	929'214	1'886'539	957'325
Arménie	3'800	1'280	0	..	1'120	7'209	6'089
Azerbaïdjan	3'810	657	-1'914	..	1'281	53'326	52'045
Corée, Dém. (Corée du Nord)	4'843	1'500	0	..	1'248	6'159	4'911
Géorgie	9'954	627	0	..	503	8'922	8'419
Inde	35'671	16'023	-11'824	146'400	548'115	1'019'099	470'994
Indonésie	3'233	2'070	-81'549	1'900	157'267	286'434	129'167
Kirghize, Rép.	12'953	3'781	0	..	27	2'021	1'994
Mongolie	2'939	683	0	..	3'278	2'002	-1'276
Ouzbékistan	12'298	79	0	..	1'622	24'269	22'647
Pakistan	15'882	325	-803	2'900	42'240	340'165	297'925
Tadjikistan	21'170	490	0	..	1'202	3'333	2'131
Timor-Oriental	110	100	0	..	320	280	-40
Vietnam	24'497	4'587	-324	8'200	170'991	133'320	-37'671
Pays à revenu moyen	45'098	30'650	-64'504	..	4'354'132	7'231'215	2'877'083
Arabie saoudite	0	0	1'521	-18'800	76'989	1'082'756	1'005'767
Chine	9'234	3'471	-24'666	175'400	2'827'108	3'075'744	248'636
Irak	2'024	1'026	0	..	0	100'947	100'947
Iran	2'295	6'189	-13'299	..	184'239	584'187	399'948
Jordanie	2'320	252	-2'150	..	610	143'392	142'782
Kazakhstan	116	247	0	..	104'545	104'529	-16
Liban	1'279	828	0	..	178'178	178'823	645
Malaisie	322	298	0	32'100	184'374	627'575	443'201
Oman	40	0	-575	..	216	77'500	77'284
Philippines	1'485	4'374	-16'653	-210'200	91'937	216'769	124'832
Sri Lanka	6'678	1'798	0	5'600	54'617	74'826	20'209
Syrie	529	8	0	..	4'368	131'865	127'497
Thaïlande	2'038	519	-8'682	108'700	646'482	814'987	168'505

	APD, AASP	Aide privée	GRE	IDE	Importations	Exportations	Solde commercial
Asie (suite)							
Turkmenistan	0	45	0	..	182	6'234	6'052
Zones admin. palestinienne	16'738	11'597	0	..	287	11'081	10'794
Pays à revenu plus élevé	0	0	580'645	..	28'622	174'832	146'210
Bahrein	0	0	580'645	..	28'622	174'832	146'210
Non ventilé et projets régionaux	31'063	2'541	0	..	n.a.	n.a.	n.a.
Océanie							
Pays les moins avancés (PMA)	250	1'980	0	12'500	17'428	5'781	-11'647
Kiribati	5	11	0	..	5	243	238
Samoa	0	11	0	..	..	3	..
Salomon, îles	..	..	..	..	2	45	43
Tuvalu	..	..	..	..	3	13	10
Vanuatu	5	0	0	..	..	26	..
Pays à faible revenu (hors PMA)	245	1'966	0	..	13	310	297
Papouasie-Nouvelle-Guinée	245	1'966	0	..	13	310	297
Pays à revenu moyen	0	3	0	..	17'410	5'228	-12'182
Cook	..	..	..	..	5	19	14
Fidji	..	..	..	..	26	2'845	2'819
Marshall, îles	..	..	..	..	17'378	2'264	-15'114
Micronésie	0	3	0	..	1	..	..
Nauru	..	..	..	..	0	82	82
Niue	..	..	..	..	..	4	..
Palagos, îles	..	..	..	..	..	1	..
Tonga	..	..	..	..	0	13	13
Wallis-et-Futuna	..	..	..	..	..	147	..
Non ventilé et projets régionaux	0	0	0	..	n.a.	n.a.	n.a.
Non ventilé par continent	582'966	17'077	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.

Sources et remarques : voir au bas du tableau 2.

Tableau 4: Relations de la Suisse avec les pays en transition (partie II de la liste du CAD) en 2004, en milliers de francs

	AP, AASP	Aide privée	GRE	IDE	Importations	Exportations	Solde commercial
Total	82'105	14'778	-62'588	10'329'300	8'249'436	17'593'490	9'344'054
Pays en développement plus avancés (PED)	1'377	1'995	-21'349	9'006'300	4'178'454	11'436'508	7'258'054
Antilles néerlandaises	0	0	0	..	1'008	23'248	22'240
Aruba	0	0	0	..	10'357	15'011	4'654
Bahamas	0	0	0	..	49'185	32'270	-16'915
Bermudes	0	0	0	..	116	19'824	19'708
Brunei	0	0	0	..	7	2'622	2'615
Caimans, îles	0	0	0	..	345	33'760	33'415
Chypre	87	0	0	..	2'781	72'075	69'294
Corée (du Sud)	40	13	-2'415	51'300	605'459	1'309'740	704'281
Emirats arabes unis	0	0	-992	5'300	235'474	1'080'787	845'313
Falkland, îles	..	..	..	..	6	18	12
Gibraltar	0	0	0	..	43'359	19'424	-23'935
Hongkong	45	15	-441	-129'100	821'495	4'072'691	3'251'196
Israël	554	1'774	-17'501	49'600	413'741	659'711	245'970
Koweït	0	0	0	..	260	234'799	234'539
Libye	0	0	0	..	790'125	189'535	-600'590
Macao	0	0	0	..	7'261	3'734	-3'527
Malte	556	0	0	..	4'393	85'908	81'515
Nouvelle-Calédonie	..	..	..	..	5	2'020	2'015
Polynésie française	..	..	..	..	1'788	1'030	-758
Qatar	0	0	0	..	7'302	236'475	229'173
Singapour	0	0	0	4'006'800	293'862	1'496'748	1'202'886
Slovénie	42	26	0	..	200'082	294'925	94'843
Taipei chinois (Taiwan)	52	168	0	105'900	529'677	1'489'198	959'521
Verges, îles (R.U.)	0	0	0	..	160'366	60'955	-99'411
PED plus avancés, non ventilé	0	0	0	..	n.a.	n.a.	n.a.

	AP, AASP	Aide privée	GRE	IDE	Importations	Exportations	Solde commercial
Pays d'Europe centrale et orientale, nouveaux Etats indépendants (PECO/NEI)	80'728	12'783	-41'239	1'323'000	4'070'982	6'156'982	2'086'000
Bélarus	3'351	759	0	..	3'836	43'834	39'998
Bulgarie	13'538	541	0	29'100	64'908	282'499	217'591
Estonie	120	0	0	..	33'735	50'742	17'007
Hongrie	213	500	0	-80'800	769'344	881'756	112'412
Lettonie	157	0	-581	..	11'717	123'380	111'663
Lituanie	86	177	-320	..	45'991	94'970	48'979
Pologne	260	1'049	-14'833	307'000	654'808	1'336'250	681'442
Roumanie	11'897	3'175	-32'310	107'100	154'934	463'457	308'523
Russie	16'050	1'402	15'541	294'600	1'004'962	1'211'176	206'214
Slovaquie	1'672	252	-8'736	110'300	295'536	290'953	-4'583
Tchèque, Rép.	584	3'775	0	367'200	981'190	1'148'247	167'057
Ukraine	7'209	784	0	186'600	50'021	229'718	179'697
PECO/NEI, non ventilé	25'592	369	0	..	n.a.	n.a.	n.a.
Aide aux pays en transition, non ventilé	0	0	0	..	n.a.	n.a.	n.a.

Sources et remarques : voir au bas du tableau 2.

C. Caractéristiques des flux financiers et commerciaux entre la Suisse et les pays en développement

C.1. Faits saillants

Les tableaux introductifs 1 à 3 de la section B donnent la vue d'ensemble des flux financiers et commerciaux entre la Suisse et les pays en développement et en transition (voir la liste des pays selon la classification du Comité d'aide au développement [CAD] à la fin de cet Annuaire) et mettent en lumière quelques caractéristiques de ces flux :

- Les apports financiers du secteur privé aux pays en transition sont beaucoup plus importants que les apports d'aide publique et d'aide privée des ONG. Les pays en transition ont en effet reçu 82,1 millions de francs d'aide publique et 14,8 millions de francs de la part des ONG en 2004, alors que les investissements reçus se sont élevés à 10,3 milliards de francs. Pour les pays en développement, le désinvestissement de la Suisse (2,6 milliards de francs) en 2004 a été largement supérieur aux apports de l'APD (1,5 milliard) et de l'aide privée des ONG (322 millions).
- Les flux financiers nets entre les pays en développement et la Suisse sont généralement en faveur de cette dernière. Si l'on prend en considération uniquement les flux d'aide publique et privée, les investissements et le solde commercial avec certaines régions en développement, on remarque que les flux de ces régions vers la Suisse sont supérieurs aux flux d'aide de la Suisse vers ces régions. Ces données sont partielles, car on ne tient pas compte de certains autres flux, difficiles à répartir par catégories de pays, comme les flux bancaires (service et remboursement de la dette, placements nets dans les banques suisses) ou les versements des migrants en Suisse à leurs familles.
- La répartition géographique est très différente entre l'aide publique (au développement ou non) et les flux d'investissements privés : l'APD et l'aide des ONG sont essentiellement destinées aux pays les moins avancés ou aux autres pays à faible revenu, tandis que les investissements se dirigent surtout vers les pays à revenu moyen et les pays d'Europe centrale, et les exportations vers les pays à revenu moyen, les pays d'Europe centrale et orientale et les pays en développement plus avancés.

On peut relever que certaines régions (comme l'Afrique subsaharienne) et certains groupes de pays (les PMA) restent très dépendants de l'apport de l'aide publique au développement et sont largement à l'écart des relations économiques (investissements et commerce).

C.1.1. Relations de la Suisse avec l'Afrique subsaharienne

L'Afrique subsaharienne¹ représente une part importante de l'aide suisse au développement mais une part très faible des relations économiques du secteur privé suisse.

21,1 % de l'APD bilatérale de la Suisse a été versée pour financer des projets et programmes de développement dans l'Afrique subsaharienne, soit 310,8 millions de francs. 33,5 % des projets financés par les ONG suisses ont concerné l'Afrique subsaharienne, soit 107,9 millions de francs en 2004. L'aide publique et celle des ONG se dirigent surtout vers les pays les plus pauvres de cette région du continent africain.

La même année 2004, les pays africains du sud du Sahara ont versé 2,1 millions de francs au titre du remboursement de la Garantie contre les risques à l'exportation (GRE) et le désinvestissement net vis-à-vis de la Suisse s'élevait à 363 millions de francs. Les flux d'investissement négatifs (désinvestissement) signifient que les rapatriements de bénéfices et les reventes de filiales sont supérieurs au flux de nouveaux investissements (augmentation de la participation au capital dans des filiales, ou création ou achat de nouvelles filiales). Les flux d'investissement de la Suisse vers le continent africain sont négatifs depuis 2001.

Pour avoir une image exacte des flux financiers entre l'Afrique subsaharienne et la Suisse, il faudrait compléter ces données avec des statistiques non quantifiables actuellement de manière détaillées (pays par pays). Parmi les apports destinés à l'Afrique subsaharienne, il faudrait encore tenir compte : 1° de la part de l'aide multilatérale pour des projets en Afrique (Banque africaine de développement, mais aussi Organisation mondiale de la santé [OMS] et Fonds des nations unies pour l'enfance [UNICEF] par exemple); 2° des versements des migrants d'origine africaine à leurs familles; 3° des investissements de portefeuille (globalement deux fois plus élevés que les investissements directs à l'étranger). Dans les flux de l'Afrique subsaharienne vers la Suisse, on ne connaît pas l'ampleur des fuites de capitaux et de l'évasion fiscale.

Les importations de la Suisse en provenance de pays d'Afrique subsaharienne se sont élevées à 1,76 milliard de francs en 2004, ce qui représente à peine 1,3 % des importations totales de la Suisse. 90 % des importations en provenance de l'Afrique subsaharienne proviennent de l'Afrique du Sud (1 milliard de francs importés en 2004, métaux précieux) et du Nigeria (576 millions, pétrole).

Les exportations de la Suisse à destination de pays d'Afrique subsaharienne se sont élevées à 1,16 milliard de francs en 2004, ce qui représente 0,8 % des exportations totales de la Suisse. Près de la moitié de ces exportations se dirigent vers l'Afrique du Sud (552 millions). Le solde commercial (exportations moins importations) de la Suisse envers l'Afrique subsaharienne est donc déficitaire de près de 600 millions de francs. Cela s'explique surtout par les importations de pétrole du Nigeria et par les importations de métaux précieux d'Afrique du Sud.

L'engagement total de la GRE pour couvrir des exportations vers l'Afrique sub-

¹ Tous les pays du continent africain sauf le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, la Libye et l'Egypte.

saharienne s'élevait à 174 millions de francs fin 2004, soit 2 % des engagements totaux de la GRE. Dans son rapport annuel 2004, le Bureau de la GRE reconnaît que cet instrument ne peut souvent pas assurer le risque d'un engagement en Afrique (y compris cette fois l'Afrique du Nord), un marché marginal pour l'industrie d'exportation. Ces pays restent donc dépendants des fonds d'aide au développement.

C.1.2. Relations de la Suisse avec les pays les moins avancés (PMA)

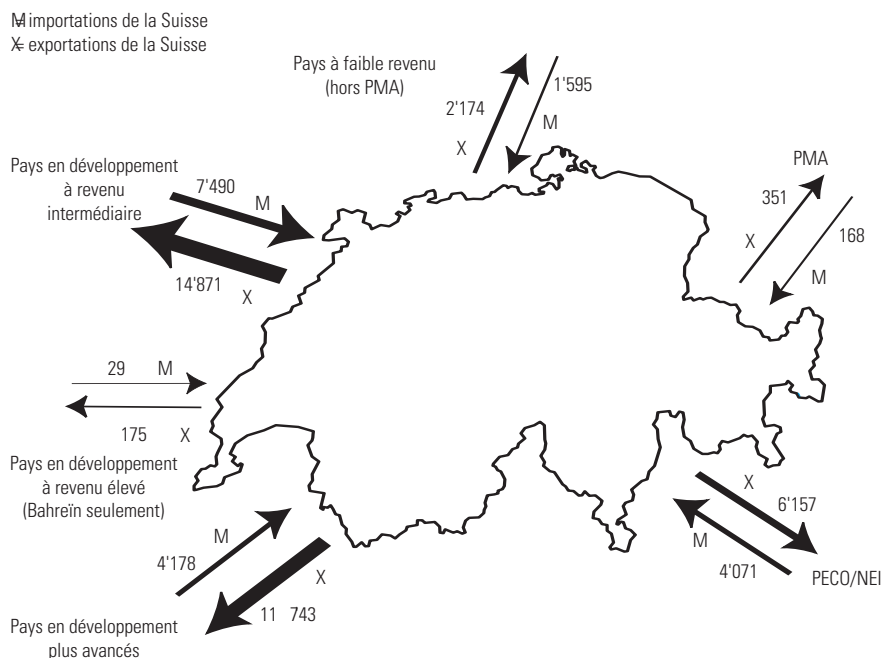
La situation des 49 pays les moins avancés (PMA) est semblable à celle des pays d'Afrique subsaharienne: alors que les PMA ont reçu de la Suisse en 2004 22 % de son APD totale et 43 % de l'aide des ONG, seul 1,8 % des importations en provenance des pays en développement et seuls 2 % des exportations vers les pays en développement concernaient les PMA. Ces derniers ne représentent que 0,12 % des importations totales de la Suisse et 0,24 % de ses exportations totales.

C.2. Commerce extérieur de la Suisse

C.2.1. Vue d'ensemble

Schéma 3: Commerce de la Suisse avec les pays en développement et en transition, 2004 (en millions de francs)

Source: adaptée de: *Aus Fehlern lernen? Die Schweiz und die Dritte Welt*, Richard Gerster, Edition Ex Libris, Zurich, p. 65;

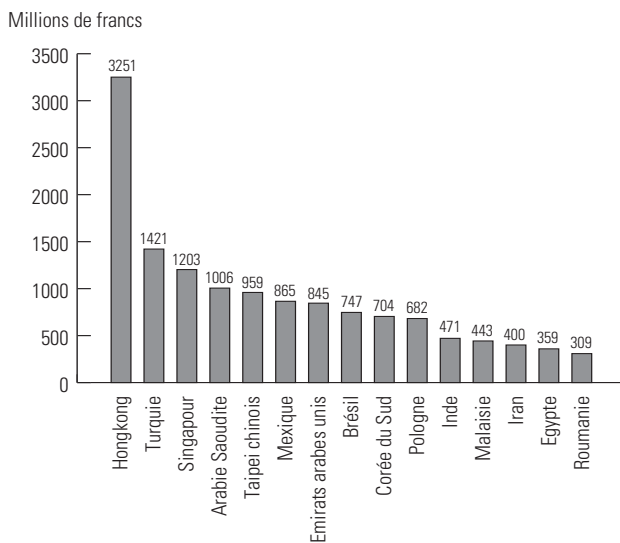


Direction générale des douanes, *Commerce extérieur de la Suisse. Statistique selon les marchandises et les pays, janvier-décembre 2004*, Berne 2005, pp. 869-871 pour les chiffres actualisés.

☐ Solde de la balance commerciale (exportations moins importations)

D'une manière générale, la Suisse a une balance commerciale excédentaire avec la majorité des pays en développement et des pays en transition, alors que sa balance commerciale est plutôt déficitaire avec les pays industrialisés (voir les trois dernières colonnes des tableaux de la section B). Par exemple, en 2004, la Suisse a importé pour 45,5 milliards de francs de produits en provenance d'Allemagne, son partenaire commercial le plus important, et exporté pour 29,8 milliards de francs vers ce pays, soit un déficit commercial de 15,7 milliards de francs. L'excédent commercial avec l'ensemble des pays en développement s'est élevé en 2004 à 8,3 milliards de francs; l'excédent commercial avec les pays en développement avancés a atteint quant à lui 7,3 milliards de francs, et celui avec les pays d'Europe centrale et orientale 2,1 milliards de francs. Le cas de la Chine est intéressant à relever, car la Suisse importait ces dernières années beaucoup plus qu'elle n'exportait vers ce pays, avec un solde commercial négatif allant en diminuant. Le solde commercial est devenu légèrement positif dès 2003. Le graphique 1 montre la liste des pays en développement ou en transition qui représentent des marchés particulièrement importants pour la Suisse.

Graphique 1: Pays en développement et en transition avec lesquels l'excédent commercial est le plus important, 2004 (en millions de francs)



Source: Direction générale des douanes, *Commerce extérieur de la Suisse. Statistique selon les marchandises et les pays, janvier-décembre 2004*, Berne 2005, pp. 872-877.

La Suisse entretient des relations commerciales surtout avec les pays voisins et les pays industrialisés européens et d'outre-mer (Etats-Unis, Canada et Japon). Comme on le voit dans le tableau 4, 10 pays en développement ou en transition figurent parmi les 25 principaux pays fournisseurs de la Suisse. Ils sont 11 dans les 25 principaux pays clients de la Suisse.

Tableau 5: Les 25 premiers partenaires commerciaux de la Suisse, 2004

Principaux fournisseurs				Principaux clients			
Importations				Exportations			
Pays ^a	Mio fr.	%	Σ%	Pays ^a	Mio fr.	%	Σ%
1. Allemagne féd.	45'484.3	32.8	32.8	1. Allemagne féd.	29'759.6	20.2	20.2
2. Italie	15'616.0	11.3	44.0	2. Etats-Unis	15'316.9	10.4	30.6
3. France	13'711.3	9.9	53.9	3. France	12'825.1	8.7	39.3
4. Pays-Bas	6'906.2	5.0	58.9	4. Italie	12'254.5	8.3	47.6
5. Etats-Unis	6'583.9	4.7	63.6	5. Grande-Bretagne	7'505.9	5.1	52.7
6. Autriche	5'930.9	4.3	67.9	6. Espagne	5'923.8	4.0	56.7
7. Grande-Bretagne	5'549.8	4.0	71.9	7. Japon	5'717.7	3.9	60.6
8. Irlande	4'691.0	3.4	75.3	8. Autriche	4'774.3	3.2	63.8
9. Belgique	4'170.0	3.0	78.3	9. Pays-Bas	4'390.9	3.0	66.8
10. Espagne	3'401.3	2.5	80.7	10. Hongkong	4'072.7	2.8	69.6
11. Japon	2'930.5	2.1	82.8	11. Chine	3'075.7	2.1	71.7
12. Chine	2'827.1	2.0	84.9	12. Belgique	2'763.2	1.9	73.5
13. Suède	1'658.2	1.2	86.1	13. Canada	1'986.1	1.3	74.9
14. Danemark	1'100.5	0.8	86.9	14. Turquie	1'933.9	1.3	76.2
15. Afrique du Sud	1'012.0	0.7	87.6	15. Suède	1'645.0	1.1	77.3
16. Russie	1'005.0	0.7	88.3	16. Singapour	1'496.7	1.0	78.3
17. Rép. tchèque	981.2	0.7	89.0	17. Taïpei chinois	1'489.2	1.0	79.3
18. Finlande	859.5	0.6	89.7	18. Pologne	1'336.3	0.9	80.2
19. Hongkong	821.5	0.6	90.2	19. Corée du Sud	1'309.7	0.9	81.1
20. Libye	790.1	0.6	90.8	20. Australie	1'282.9	0.9	82.0
21. Hongrie	769.3	0.6	91.4	21. Brésil	1'249.7	0.8	82.8
22. Pologne	654.8	0.5	91.8	22. Russie	1'211.2	0.8	83.7
23. Canada	654.4	0.5	92.3	23. Grèce	1'180.7	0.8	84.5
24. Thaïlande	646.5	0.5	92.8	24. Arabie saoudite	1'082.8	0.7	85.2
25. Corée du Sud	605.5	0.4	93.2	25. Emirats arabes unis	1'080.8	0.7	85.9
Autres pays	9'417.7	6.8	100.0	Autres pays	20'723.3	14.1	100.0
Total	138'778.4		100.0	Total	147'388.4		100.0

Source: Direction générale des douanes, *Commerce extérieur de la Suisse, Statistique selon les marchandises et les pays - janvier-décembre 2004, 2005*, pp. 872-877.

^a En gras, pays compris dans la liste des pays en développement (partie I de la liste du CAD) ou des pays en transition (partie II de la liste du CAD).

C.2.2. Commerce de la Suisse avec les pays en développement et pays en transition

Les tableaux 6 et 7 montrent les 25 pays principaux partenaires commerciaux, respectivement dans le groupe des pays en développement et dans le groupe des pays en transition (selon la classification des pays établie par le CAD).

**Tableau 6: Les 25 premiers partenaires commerciaux de la Suisse
dans les pays en développement^a, 2004 (en millions de francs et en pourcentage)**

Principaux fournisseurs				Principaux clients			
Importations				Exportations			
Pays	Mio fr.	% ^b	∑ % ^c	Pays	Mio fr.	% ^b	∑ % ^c
1. Chine	2'827.1	30.5	30.5	1. Chine	3'075.7	17.5	17.5
2. Afrique du Sud	1'012.0	10.9	41.4	2. Turquie	1'933.9	11.0	28.5
3. Thaïlande	646.5	7.0	48.3	3. Brésil	1'249.7	7.1	35.6
4. Nigeria	576.4	6.2	54.5	4. Arabie saoudite	1'082.8	6.2	41.8
5. Inde	548.1	5.9	60.4	5. Mexique	1'044.1	5.9	47.7
6. Turquie	512.6	5.5	66.0	6. Inde	1'019.1	5.8	53.5
7. Brésil	503.1	5.4	71.4	7. Thaïlande	815.0	4.6	58.2
8. Malaisie	184.4	2.0	73.4	8. Malaisie	627.6	3.6	61.7
9. Iran	184.2	2.0	75.4	9. Iran	584.2	3.3	65.1
10. Mexique	178.8	1.9	77.3	10. Afrique du Sud	552.2	3.1	68.2
11. Liban	178.2	1.9	79.2	11. Egypte	391.5	2.2	70.4
12. Vietnam	171.0	1.8	81.1	12. Pakistan	340.2	1.9	72.4
13. Algérie	168.8	1.8	82.9	13. Indonésie	286.4	1.6	74.0
14. Indonésie	157.3	1.7	84.6	14. Argentine	257.2	1.5	75.5
15. Maroc	105.4	1.1	85.7	15. Croatie	225.2	1.3	76.7
16. Kazakhstan	104.5	1.1	86.8	16. Philippines	216.8	1.2	78.0
17. Philippines	91.9	1.0	87.8	17. Serbie-et-Monténégro	215.5	1.2	79.2
18. Bangladesh	77.4	0.8	88.7	18. Colombie	209.8	1.2	80.4
19. Arabie saoudite	77.0	0.8	89.5	19. Panama	193.5	1.1	81.5
20. Colombie	68.0	0.7	90.2	20. Algérie	191.8	1.1	82.6
21. Costa Rica	64.4	0.7	90.9	21. Liban	178.8	1.0	83.6
22. Croatie	62.0	0.7	91.6	22. Bahreïn	174.8	1.0	84.6
23. Chili	58.1	0.6	92.2	23. Maroc	167.8	1.0	85.6
24. Sri Lanka	54.6	0.6	92.8	24. Nigeria	141.8	0.8	86.4
25. Argentine	48.6	0.5	93.3	25. Chili	135.5	0.8	87.1
Autres pays en développement	620.2	6.7	100.0	Autres pays en développement	2'260.1	12.9	100.0
Total	9'280.6		100.0	Total	17'570.9		100.0

Source: Direction générale des douanes, *Commerce extérieur de la Suisse. Statistique selon les marchandises et les pays, janvier-décembre 2004*, Berne 2005, pp. 872-877.

^a Pays en développement selon la partie I de la liste du CAD (reproduite à la fin de l'Annuaire).

^b Pourcentage du pays dans le total des importations des pays en développement, respectivement des exportations vers ces pays.

^c Pourcentage cumulé des premiers pays dans le total des importations des pays en développement, respectivement des exportations vers ces pays.

Tableau 7: Les 25 premiers partenaires commerciaux de la Suisse dans les pays en transition^a, 2004

Principaux fournisseurs				Principaux clients			
Importations				Exportations			
Pays	Mio fr.	% ^b	∑ % ^c	Pays	Mio fr.	% ^b	∑ % ^c
1. Russie	1'005.0	12.2	12.2	1. Hongkong	4'072.7	23.1	23.1
2. Rép. tchèque	981.2	11.9	24.1	2. Singapour	1'496.7	8.5	31.7
3. Hongkong	821.5	10.0	34.0	3. Taïpei chinois	1'489.2	8.5	40.1
4. Libye	790.1	9.6	43.6	4. Pologne	1'336.3	7.6	47.7
5. Hongrie	769.3	9.3	52.9	5. Corée du Sud	1'309.7	7.4	55.2
6. Pologne	654.8	7.9	60.9	6. Russie	1'211.2	6.9	62.0
7. Corée du Sud	605.5	7.3	68.2	7. Rép. tchèque	1'148.2	6.5	68.6
8. Taïpei chinois	529.7	6.4	74.6	8. Emirats arabes unis	1'080.8	6.1	74.7
9. Israël	413.7	5.0	79.7	9. Hongrie	881.8	5.0	79.7
10. Slovaquie	295.5	3.6	83.2	10. Israël	659.7	3.7	83.5
11. Singapour	293.9	3.6	86.8	11. Roumanie	463.5	2.6	86.1
12. Emirats arabes unis	235.5	2.9	89.7	12. Slovaquie	294.9	1.7	87.8
13. Slovaquie	200.1	2.4	92.1	13. Slovaquie	291.0	1.7	89.4
14. Vierges, îles	160.4	1.9	94.0	14. Bulgarie	282.5	1.6	91.0
15. Roumanie	154.9	1.9	95.9	15. Qatar	236.5	1.3	92.4
16. Bulgarie	64.9	0.8	96.7	16. Koweït	234.8	1.3	93.7
17. Ukraine	50.0	0.6	97.3	17. Ukraine	229.7	1.3	95.0
18. Bahamas	49.2	0.6	97.9	18. Libye	189.5	1.1	96.1
19. Lituanie	46.0	0.6	98.4	19. Lettonie	123.4	0.7	96.8
20. Gibraltar	43.4	0.5	99.0	20. Lituanie	95.0	0.5	97.3
21. Estonie	33.7	0.4	99.4	21. Malte	85.9	0.5	97.8
22. Lettonie	11.7	0.1	99.5	22. Chypre	72.1	0.4	98.2
23. Aruba	10.4	0.1	99.6	23. Vierges, îles	61.0	0.3	98.6
24. Macao	7.3	0.1	99.7	24. Estonie	50.7	0.3	98.9
25. Qatar	7.3	0.1	99.8	25. Bélarus	43.8	0.2	99.1
Autres pays en transition	14.5	0.2	100.0	Autres pays en transition	152.8	0.9	100.0
Total	8'249.5		100.0	Total	17'593.4		100.0

Source: Direction générale des douanes, *Commerce extérieur de la Suisse. Statistique selon les marchandises et les pays, janvier-décembre 2004, 2005*, pp. 872-877.

^a Pays en transition selon la partie II de la liste du CAD (reproduite à la fin de l'Annuaire).

^b Pourcentage du pays dans le total des importations des pays en transition, respectivement des exportations vers ces pays.

^c Pourcentage cumulé des premiers pays dans le total des importations des pays en transition, respectivement des exportations vers ces pays.

C.3. Investissements directs à l'étranger et placements bancaires

C.3.1. Investissements directs à l'étranger

Le rôle des investissements directs à l'étranger est important pour les pays en développement : ils favorisent le transfert de technologies et la création d'emplois ; en outre, moins volatils que les investissements de portefeuille, ils constituent des capitaux relativement stables pour les pays en développement.

□ *Flux d'investissements directs à l'étranger en 2004*

Les flux d'investissements directs à l'étranger émanant de la Suisse se sont élevés à 33,4 milliards de francs en 2004, dont 15,8 milliards dans les pays de l'Union européenne, 8,9 milliards en Amérique du Nord (Canada et Etats-Unis), 1,1 milliard en Australie/Nouvelle Zélande et 1 milliard vers le Japon. Les données ne sont pas tout à fait comparables aux statistiques des années précédentes, puisque le nombre d'entreprises fournissant des données sur leurs investissements est passé de 850 à 1100, ce qui a gonflé le volume des investissements de 11 %.

Les statistiques publiées par la Banque nationale suisse (BNS)² ne permettent pas de voir la part exacte de ces investissements destinés au groupe des pays en développement ou au groupe des pays en transition. La BNS ne fait qu'une répartition par continent des investissements. Les données reprises par la Direction du développement et de la coopération (DDC) permettent de voir la part relativement faible des investissements qui vont vers les pays en développement ou les pays en transition (voir tableaux de la section B de cette partie statistique). Selon les données publiées par la DDC sur la base de la classification des pays du CAD, on constate que les investissements directs suisses à destination du groupe des « pays en développement plus avancés » se sont élevés à 9 milliards de francs en 2004. 1,3 milliard de francs se sont dirigés vers les pays d'Europe centrale et orientale, alors que le flux net d'investissement à destination des pays en développement est négatif (désinvestissement de 2,6 milliards de francs). Ce solde négatif s'explique notamment par des désinvestissements au Mexique, en Afrique du Sud et aux Philippines.

□ *Stock cumulés des investissements directs à l'étranger*

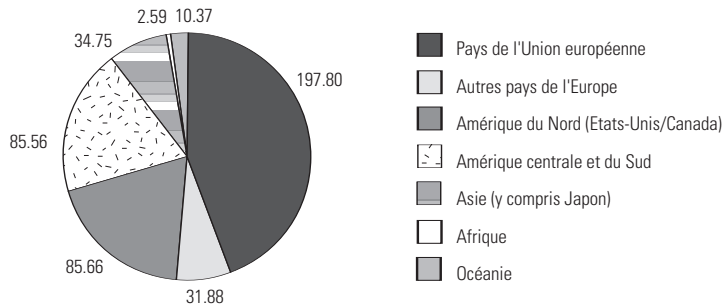
Le graphique 2 montre la répartition géographique du stock des investissements directs à l'étranger émanant de la Suisse à la fin de l'année 2004. Les stocks d'investissements directs à l'étranger s'élevaient à 449 milliards de francs fin 2004, et les entreprises suisses occupaient 1,9 million de personnes dans leurs implantations à l'étranger. Plus de la moitié de ces investissements concerne le secteur des services (289 milliards de francs en 2004, dont 121 milliards sont engagés par des sociétés financières et holdings, 87 milliards par des compagnies d'assurances et 55 milliards par des banques suisses).

En 2004, 44,1 % des stocks totaux étaient investis dans des pays de l'Union européenne, 7,1 % dans les autres pays de l'Europe, 19,1 % en Amérique du

² BNS, *L'évolution des investissements directs en 2004*, Zurich, décembre 2005, 38 p.


Nord (Canada et Etats-Unis). 19,1 % du stock des investissements suisses le sont en Amérique centrale et du Sud, 7,7 % en Asie (y compris Japon), 2,3 % en Océanie et 0,6 % seulement en Afrique (voir graphique 2).

Graphique 2: Répartition des stock d'investissements directs à l'étranger par région, fin 2004 (en milliards de francs)



Source : Banque nationale suisse, *L'évolution des investissements directs en 2004*, Zurich, BNS, décembre 2005, pp 20-21, brochure téléchargeable sur <www.snb.ch> publications >balance des paiements et position extérieure nette de la Suisse >investissements directs.

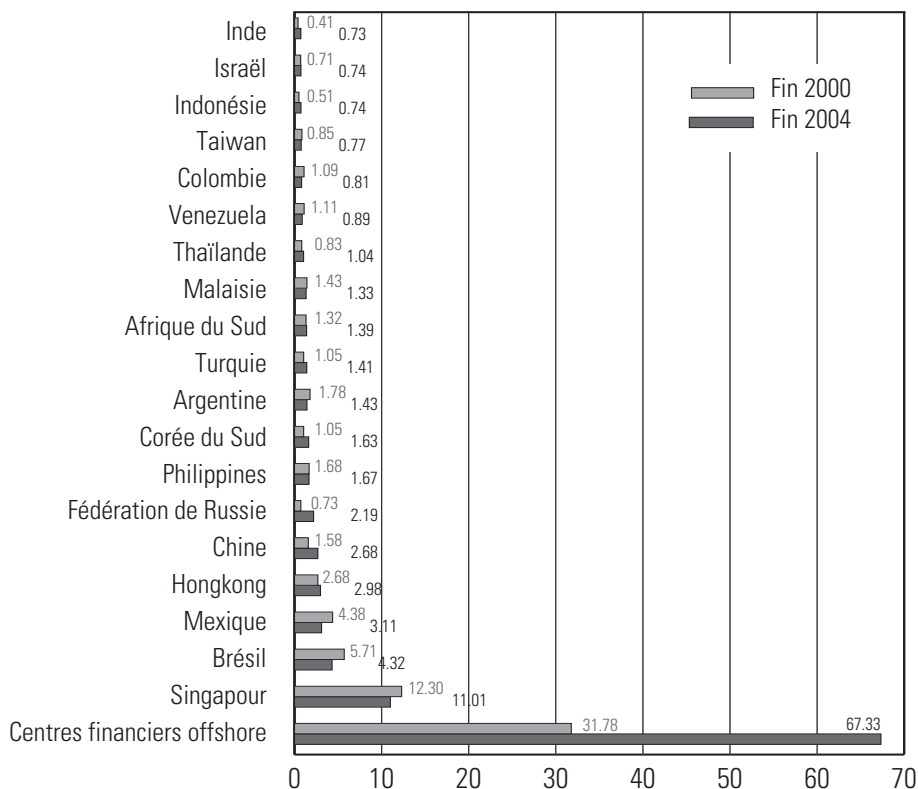
Le graphique 3 montre les stocks les plus importants d'investissements directs suisses à l'étranger parmi les pays en développement ou en transition, ainsi que l'évolution du stock de fin 2000 à fin 2004. Une grande partie des investissements dans ces pays concerne les centres financiers offshore des Caraïbes³, où le stock total a passé de 31,8 milliards à 67,3 milliards de francs sur la période. Les investissements directs à l'étranger se concentrent sur un petit nombre de pays en développement ou en transition. D'autres pays et régions restent largement à l'écart de ces investissements.

 *Définitions : La Banque nationale suisse recueille les informations sur les investissements directs à l'étranger lorsqu'un investisseur participe pour au moins 10 % au capital d'une entreprise à l'étranger ou fonde une filiale ou une succursale à l'étranger. Les flux d'investissement enregistrés pendant une année recensent les participations aux fonds propres (fondations, acquisitions, ventes, augmentations de capital), les crédits au sein de groupes ainsi que les bénéfices réinvestis. Ce sont des flux nets, un chiffre négatif signifiant un désinvestissement.*

Le stock de fin d'une année additionné du flux net de l'année suivante n'est pas forcément égal au stock à la fin de l'année suivante, car les variations de stocks proviennent aussi de facteurs qui n'apparaissent pas dans les flux (évolution du taux de change, modification dans les méthodes comptables). Les acquisitions financées à l'étranger ne donnent pas toujours lieu non plus à des flux de capitaux. Les statistiques essaient de tenir compte autant que possible du pays du bénéficiaire final (cas des centres financiers offshore par exemple).

³ Centres financiers offshore : Anguilla, Bahamas, Barbade, Bermudes, îles Vierges britanniques, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis et, depuis 2000, Antigua-et-Barbuda, Belize, Dominique, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, îles Turks et Caïcos.

Graphique 3: Principaux pays en développement et en transition de destination des investissements directs suisses, stock fin 2000 et 2004 (en milliards de francs)



Source: Banque nationale suisse, *L'évolution des investissements directs en 2004*, Zurich, BNS, décembre 2005, pp. 20-21, brochure téléchargeable sur <www.snb.ch> publications >balance des paiements et position extérieure nette de la Suisse >investissements directs.

C.3.2. Placements dans les banques suisses

Les statistiques de la Banque nationale suisse distinguent les opérations que les banques effectuent pour leur propre compte (inscrites au bilan) et les transactions réalisées pour le compte et aux risques des clients (opérations fiduciaires). Cela ne représente qu'une partie des placements financiers car la statistique ne repose que sur les données fournies par 106 banques (sans les données du secteur parabancaire, gestionnaires privés de fortune par exemple).

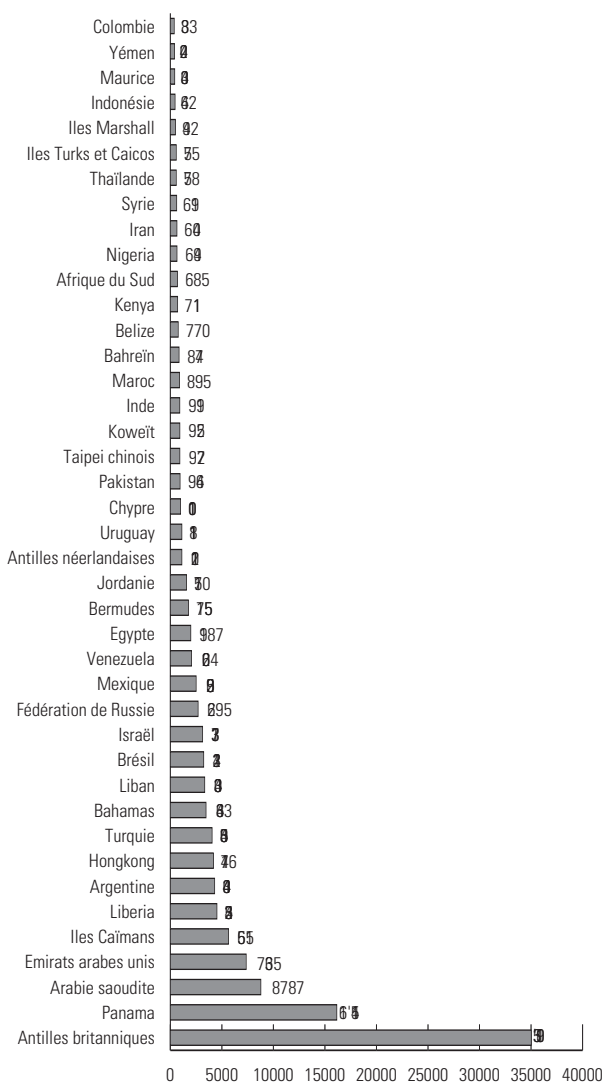
Les placements totaux de fonds dans la place financière suisse sont estimés à près de 3000 milliards de francs en 2002⁴. Selon les chiffres de la Banque nationale suisse pour 106 banques, à la fin 2004 les placements totaux de fonds étrangers dans les banques suisses inscrits au bilan s'élevaient à 1344 milliards

⁴ Source: Fondation Genève Place financière, <www.geneva-finance.ch> place financière >place financière de Genève >faits et chiffres.

de francs et les opérations fiduciaires pour le compte de clients étrangers s'élevaient à 244 milliards de francs.

Le graphique 4 montre les principales provenances des fonds fiduciaires parmi les pays en développement ou en transition. Si une grande partie de ces placements bancaires provient de pays qui ont des ressources économiques importantes (comme les pays producteurs de pétrole par exemple) ou de paradis fiscaux (dont on ne connaît souvent pas l'origine première des fonds), on trouve dans le classement plusieurs pays relativement pauvres, en crise, ou se trouvant dans la liste de Transparency International des pays où règne une corruption endémique.

Graphique 4: Engagements nets à titre fiduciaire des banques établies en Suisse, au 31 décembre 2004 (en millions de francs)



Source : Banque nationale suisse, *Les banques suisses 2004*, Berne, 2005, à partir des données du tableau 38, « Opérations fiduciaires – répartition géographique », pp. A136-A141, disponible sur <www.snb.ch>publications >les banques suisses.

C.4. Aide publique au développement (APD) et aide publique aux pays en transition

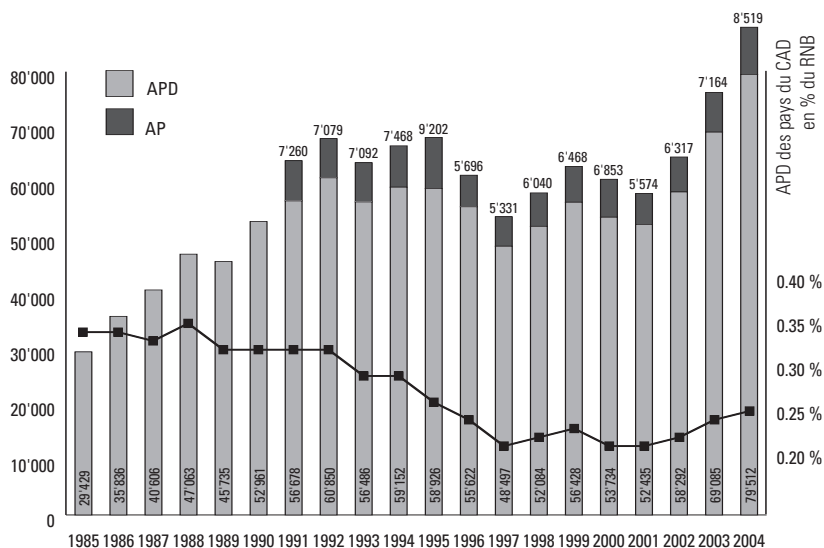
Les graphiques ci-dessous relèvent l'évolution sur vingt ans de l'aide publique au développement et de l'aide privée des ONG.

Après une période de stagnation, voire de baisse, dans les années 1990, l'APD totale des pays membres du CAD a fortement augmenté ces dernières années, en passant de 52,4 milliards de dollars en 2001 à 79,5 milliards de dollars en 2004. Trois facteurs relativisent la forte augmentation de l'APD entre 2003 et 2004 (plus de 10 milliards de dollars) :

- les variations des taux de change des devises des pays membres avec le dollar ;
- les versements importants d'aide à l'Irak (4,7 milliards de dollars en 2004) et à l'Afghanistan (2,2 milliards) ;
- la comptabilisation dans l'APD de montants importants au titre des réaménagements de dettes de pays en développement (pour un montant total de 7,2 milliards de dollars en 2004).

Exprimée en pourcentage du revenu national brut (RNB), cette hausse est cependant plus modeste, puisque l'APD des pays du CAD est passée de 0,22 % du RNB en 2001 à 0,26 % en 2004, ce qui reste bien en deçà de l'objectif de 0,7 % du RNB fixé par les Nations unies et même du 0,33 % enregistré en moyenne pendant la période 1980-1992. Seuls cinq pays dépassent l'objectif des 0,7 % du RNB, soit la Norvège, le Danemark, le Luxembourg, la Suède et les Pays-Bas.

Graphique 5: « Vingt ans de coopération » – Evolution de l'aide des pays du CAD (aide publique au développement [APD] et aide publique aux pays en transition [AP]), 1985-2004 (en millions de dollars et en pourcentage du RNB)

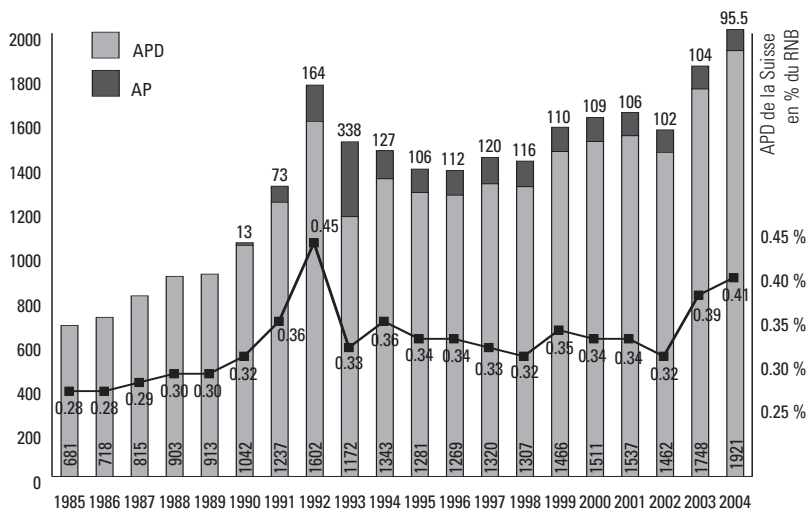


Source : OCDE, statistiques du CAD, <www.oecd.org/cad>.

L'APD de la Suisse a également atteint des niveaux records en 2003 et 2004, dépassant le montant d'APD versé en 1992 lorsque la Suisse avait rejoint les institutions de Bretton Woods (voir graphique 6). L'augmentation de l'APD de la Suisse de 2003 à 2004 s'explique surtout par la décision du Conseil fédéral, en mai 2005, de comptabiliser dans l'APD les montants liés à la présence des requérants d'asile en provenance des pays en développement la première année de leur séjour. Auparavant, la Suisse ne comptait dans l'APD que les frais pour les personnes auxquelles l'asile était accordé, et non pas pour tous les requérants. Le montant comptabilisé dans l'APD est ainsi passé de 48,6 millions de francs en 2003 à 256,1 millions de francs en 2004.

De plus en plus de pays du CAD comptabilisent une partie des frais liés à la présence de réquérants d'asile dans leur APD. Ces montants représentaient au total 2,1 milliards de dollars en 2004 (contre 1,3 en 2001). Les pays du CAD qui comptabilisent les sommes les plus importantes sont la France (544 millions de dollars en 2004), les Etats-Unis (512), la Suisse (194), la Suède (178) et le Canada (177). Certains pays du CAD refusent pour l'instant de comptabiliser ces frais dans l'APD (Royaume-Uni ou Japon par exemple).

Graphique 6: « Vingt ans de coopération » – Evolution de l'aide de la Suisse (aide publique au développement [APD] et aide publique aux pays en transition [AP]), 1985-2004 (en millions de francs et en pourcentage du RNB)



Source: DDC, *Aide de la Suisse aux pays en développement et aux pays en transition. Statistiques 2004*, Berne, DDC, 2006 (et éditions annuelles précédentes depuis 2001).

Le tableau 8 montre l'évolution de l'aide bilatérale de la Suisse dans les pays d'Europe de l'Est et de la CEI versée par le Secrétariat d'Etat à l'économie (seco) et la DDC entre 1999 et 2004. Ces chiffres ne comprennent pas les versements d'AP des autres offices ou départements fédéraux (Défense, Protection de la population et Sports [DDPS] et Affaires étrangères [DFAE] notamment), ni les versements multilatéraux. Ils ne peuvent donc être comparés aux chiffres des tableaux de la section B de la présente partie statistique.

Tableau 8 : Coopération bilatérale de la Suisse avec les pays d'Europe de l'Est et les pays de la CEI : versements de la DDC et du seco, 1999-2004 (en millions de fr.)

Versements (mio. fr.)	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Albanie	10.9	9.6	8.0	13.2	13.6	8.6
Arménie		0.0	1.9	2.5	1.6	2.0
Azerbaïdjan	0.8	0.8	1.1	8.3	3.4	5.3
Bélarus	0.2	0.0	0.4	0.1	0.0	
Bosnie-Herzégovine	20.9	13.6	14.1	17.9	12.7	11.5
Bulgarie	16.7	12.2	18.5	7.9	12.7	12.9
Croatie	0.5	1.1	1.4	0.7	0.6	0.4
Estonie	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0
Géorgie	0.7	1.0	1.3	2.4	3.1	3.9
Hongrie	-0.0	7.8	7.7	0.0	0.0	0.0
Kazakhstan	0.0	0.2	0.0	0.1	0.3	0.0
Kirghize, Rép.	9.0	11.1	7.5	20.8	11.0	11.9
Kosovo ^a		3.1	12.0	12.1	13.8	6.2
Lettonie	4.0	1.5	1.1	0.1	0.0	0.0
Lituanie				0.1	0.5	0.0
Macédoine (ERYM)	5.8	14.0	8.7	8.3	6.0	14.7
Moldova	1.3	1.1	0.2	0.3	0.2	0.6
Ouzbékistan	0.9	1.3	2.0	4.5	7.6	12.2
Pologne	0.2	0.1	0.6	0.0	0.0	0.0
Roumanie	12.2	16.1	7.1	6.6	19.6	10.5
Russie	12.4	9.1	8.7	11.3	11.0	10.1
Serbie-et-Monténégro (sans Kosovo)	5.6	33.5	31.4	12.7	10.0	16.4
Slovaquie	5.2	2.7	0.0	0.1	0.7	1.6
Slovénie			0.0	0.0	0.0	0.0
Tadjikistan	0.6	6.9	9.4	6.5	17.2	20.5
Rép. tchèque	0.1	0.1	0.1	0.0	0.0	0.0
Turkménistan					1.1	
Ukraine	8.0	14.0	2.7	5.4	6.6	6.3
Non ventilé et régional	48.4	33.0	54.9	51.3	45.0	47.8
Total	164.6	194.2	200.9	193.1	198.5	203.6

Source : Service statistique de la DDC.

^a Du point de vue du droit international, la région du Kosovo est une province de la Serbie-et-Monténégro (ex-République fédérale de Yougoslavie, RFY). En 1999, elle a toutefois été placée sous mandat de l'ONU et a ainsi été soustraite au contrôle de la RFY.

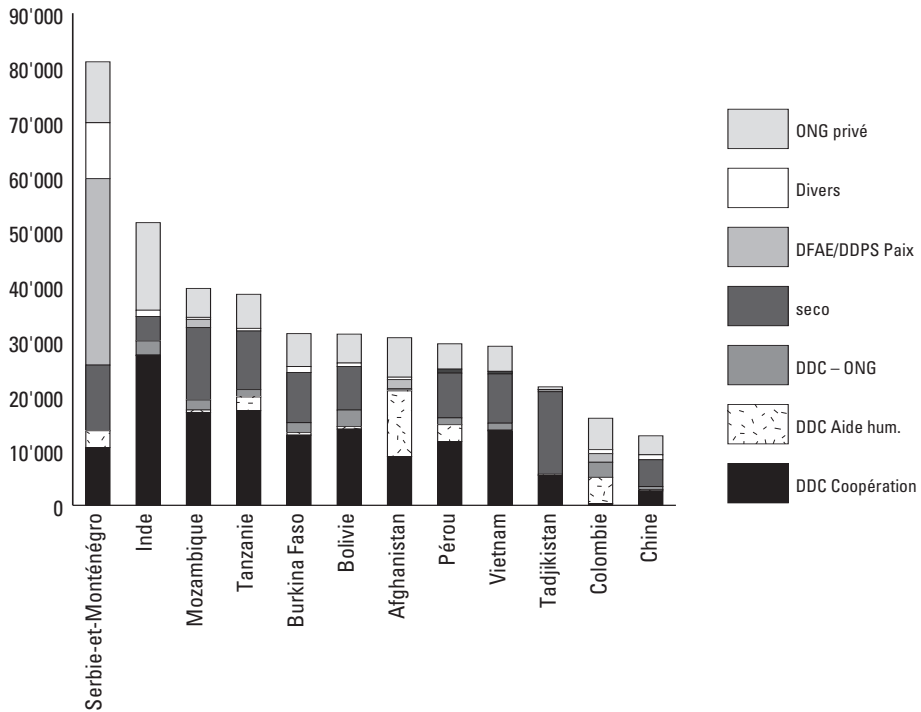
La coopération de la Suisse avec l'Europe de l'Est s'est progressivement déplacée pendant les années 1990 des pays d'Europe centrale (Pologne, Tchéquie, Hongrie, Slovaquie) et de la Baltique (Estonie, Lettonie, Lituanie), devenus membres de l'Union européenne en 2004, vers les Balkans et la CEI. Aujourd'hui, ce sont 70 % de ses moyens qui sont consacrés à l'Europe du Sud-Est et 30 % aux pays de la CEI, principalement dans le Caucase du Sud et en Asie centrale.

Le Conseil fédéral a proposé aux Chambres fédérales deux messages, qui seront traités dans le courant de l'année 2006. Le premier concerne le renouvellement d'un crédit-cadre pour la coopération avec l'Est, qui permettra à la Confédération de poursuivre son engagement en Europe du Sud-Est et auprès des pays de la CEI ; le second concerne la contribution helvétique à la cohésion européenne, qui vise à soutenir financièrement les pays de l'Est nouvellement entrés dans l'Union européenne.

📖 **Annuaire 2006**, n° 1, chap. 3, section 3.1, messages soumis au Parlement : nouvelle loi et nouveau crédit-cadre.

Le graphique 7 met en évidence la composition diverse des instruments utilisés dans la coopération selon la situation du pays partenaire. La part des instruments de promotion économique dont dispose le seco est importante pour des pays tels que la Chine, le Tadjikistan, le Vietnam et le Mozambique. Les actions de maintien de la paix menées par le DDPS et celles de gestion civile des conflits (DFAE) sont importantes pour des pays comme la Serbie-et-Monténégro. L'aide humanitaire est importante pour un pays comme l'Afghanistan. Les instruments de coopération au développement de la DDC forment une part importante de l'aide en Bolivie, en Tanzanie ou en Inde.

Graphique 7: Aide publique et privée de la Suisse, par catégorie d'aide, 2004
(en milliers de francs)



Source : DDC, *Aide de la Suisse aux pays en développement et aux pays en transition. Statistique 2004*, Berne, 2006.

Tableau 9 : Aide des cantons suisses aux pays en développement et aux pays en transition, 2003 et 2004 (en francs)

Cantons	2004			2003		
	APD	AP	CP	APD	AP	CP
Argovie	650'000	-	105	700'000	-	97
Appenzell Rh.-Ext.	92'168	-	61	120'716	-	63
Appenzell Rh.-Int.	-	-	66	-	-	62
Bâle-Campagne	1'037'900	90'000	116	997'000	46'500	120
Bâle-Ville	1'572'000	77'000	166	1'577'500	225'000	173
Berne	925'000	185'000	58	976'500	73'000	57
Fribourg	450'533	222'980	45	17'000	-	51
Genève	10'040'942	119'569	155	8'044'339	306'550	141
Glaris	..	..	77	..	..	82
Grisons	82'000	4'000	63	82'000	4'000	77
Jura	400'000	80'000	33	342'500	100'000	34
Lucerne	66'000	4'000	63	101'000	4'000	67
Neuchâtel	315'000	-	56	305'000	-	55
Nidwald	99'500	1'000	129	70'500	2'000	129
Obwald	61'000	-	30	27'900	-	35
Schaffhouse	90'000	18'000	98	90'000	10'000	107
Schwyz	83'000	-	117	5'000	-	112
Soleure	80'000	-	76	30'000	48'000	82
St-Gall	200'000	-	80	390'000	317'080	80
Tessin	101'000	-	85	90'000	-	82
Thurgovie	427'500	21'000	80	241'500	13'000	83
Uri	30'000	2'000	51	31'500	4'016	64
Valais	187'250	-	30	52'500	-	30
Vaud	1'085'112	251'049	95	1'091'485	-	94
Zoug	550'000	-	227	302'000	20'000	216
Zürich	2'458'000	542'000	157	2'800'000	200'000	160
Total	20'433'905	1'617'598		17'785'940	1'373'146	

- : montant nul.

.. : montant non disponible.

APD = Aide publique au développement aux pays et territoires en développement.

AP = Aide publique aux pays et territoires en transition (pays de l'Europe centrale et orientale, nouveaux Etats indépendants de l'ex-Union soviétique, pays et territoires en développement plus avancés).

Source: DDC, *Aide de la Suisse aux pays en développement et aux pays en transition, Statistiques 2004*, Berne, mars 2006.

CP = capacité financière des cantons.

L'indice de capacité financière des cantons est fixée par le Conseil fédéral sur la base de quatre coefficients traduisant le revenu cantonal, la capacité et la charge fiscales ainsi que les charges supplémentaires induites par le caractère montagneux des cantons. Cet indice est fixé à 100 pour la Suisse.

Source: Département fédéral des finances (DFF), nouvelle évaluation de la capacité financière des cantons, communiqués de presse du 7 novembre 2001 pour les chiffres 2003 et du 5 novembre 2003 pour les chiffres 2004.

Les chiffres de l'aide publique (au développement) des cantons et des communes sont obtenus par des enquêtes annuelles, dont le taux de réponse est un élément significatif du résultat. Ils doivent donc être considérés comme des minimums.

Tableau 10: Aide des communes suisses aux pays en développement et aux pays en transition, 2003 et 2004 (en francs)

Cantons / Communes	2004		2003	
	APD	AP	APD	AP
Argovie	232'200	-	280'950	5'000
Ville d'Aarau	80'000	-	100'000	-
Wettingen	60'000	-	60'000	-
Baden	-	-	42'000	5'000
Appenzell Rh.-Ext.	-	-	2'300	-
Heiden	-	-	2'000	-
Bâle-Campagne	268'874	20'100	233'650	9'000
Reinach (BL)	100'874	10'000	85'000	-
Binningen	78'000	2'000	45'000	5'000
Bâle-Ville	241'000	166'000	205'000	170'000
Riehen	219'000	166'000	190'000	170'000
Berne	864'796	165'100	691'150	206'760
Ville de Berne	355'000	-	240'000	-
Münsingen	174'300	-	185'600	-
Ittigen	-	90'000	-	120'000
Thun	35'000	30'000	30'000	-
Moutier	12'000	29'000	2'800	36'000
Fribourg	45'500	500	33'200	500
Ville de Fribourg	28'500	500	14'000	500
Genève	6'376'001	205'071	6'252'915	333'781
Ville de Genève	3'443'358	89'196	2'881'515	87'675
Lancy	540'439	8'000	485'000	-
Carouge (GE)	412'748	-	360'997	3'000
Meyrin	384'288	15'000	398'920	30'000
Vernier	240'230	-	235'150	-
Le Grand-Saconnex	149'669	60'834	10'000	150'938
Cologny	149'122	10'053	355'465	7'168
Bernex	118'043	-	177'669	16'000
Versoix	115'000	10'000	112'154	-
Plan-les-Quates	-	-	183'000	-
Collonge-Bellerive	-	-	148'400	7'000
Grisons	41'450	-	41'920	7'000
Vaz/Obervaz	20'850	-	13'500	7'000
Davos	20'600	-	3'600	-
Jura	13'000	2'500	15'490	2'000
Delémont	5'500	1'500	6'860	-
La Chaux-des-Breuleux	-	-	7'530	2'000
Lucerne	152'250	3'000	167'400	-
Ville de Lucerne	92'000	1'000	94'500	-
Neuchâtel	19'890	500	143'390	3'000
Ville de Neuchâtel	-	-	93'000	-
Corcelles-Cormondrèche	10'000	-	10'000	2'500
La Chaux-de-Fonds	6'000	-	27'000	-
La Côte-aux-Fées	2'000	500	2'000	500
Schaffhouse	63'550	-	84'700	8'000
Ville de Schaffhouse	58'000	-	75'000	8'000
Schwyz	46'500	-	83'000	13'000
Freienbach	46'500	-	73'000	8'000



Cantons / Communes	2004		2003	
	APD	AP	APD	AP
Soleure	139'300	14'000	63'120	5'000
Olten	77'000	-	-	-
Ville de Soleure	22'000	6'000	-	-
Biberist	20'000	8'000	17'000	5'000
Saint-Gall	495'263	11'000	332'490	110'948
Ville de Saint-Gall	185'000	-	194'000	-
Kirchberg	170'000	-	-	-
Rapperswil	84'100	-	61'000	-
Mörschwil	5'000	10'000	-	10'000
Wil	-	-	-	95'000
Tessin	49'850	10'050	106'850	1'150
Lugano	-	-	52'800	1'000
Bioggio	31'000	9'000	35'000	-
Thurgovie	131'000	550	112'100	10'000
Frauenfeld	80'000	-	69'000	10'000
Kreuzlingen	35'400	550	37'250	-
Uri	1'500	2'000	5'000	-
Altdorf	1'500	2'000	5'000	-
Valais	170'825	12'500	78'690	21'500
Brig-Flis	64'000	2'000	9'540	-
Sierre	50'000	-	25'000	-
Sion	25'375	10'500	17'000	11'500
Vaud	400'010	28'500	340'293	62'315
Ville de Lausanne	178'150	14'500	164'453	15'983
Nyon	43'000	-	12'000	-
Vevey	35'000	-	35'000	-
Gland	33'000	-	3'000	-
Morges	1'500	9'000	1'500	17'648
Zoug	527'130	9'860	397'900	59'500
Ville de Zoug	317'000	7'000	223'900	41'300
Baar	150'000	-	137'000	18'000
Zurich	2'385'776	118'677	1'943'036	272'461
Ville de Zurich	943'786	-	500'000	-
Küsnacht	312'000	28'477	230'000	33'301
Illnau-Effretikon	143'000	-	-	-
Winterthur	138'000	-	139'000	-
Kloten	135'000	-	115'030	-
Maur	115'000	-	125'000	-
Stäfa	100'000	-	-	-
Meilen	74'500	24'500	125'000	8'000
Wetzikon (ZH)	37'200	-	46'900	79'251
Total	12'665'665	769'908	11'614'544	1'300'915

Source: DDC, *Aide de la Suisse aux pays en développement et aux pays en transition. Statistiques 2004*, Berne, mars 2006.

Remarque: Les montants figurant en regard de chaque canton indiquent le total de l'aide des communes du canton qui ont répondu à l'enquête annuelle menée par l'IUED sur mandat de la DDC.

-: montant nul.

APD = Aide publique au développement aux pays et territoires en développement.

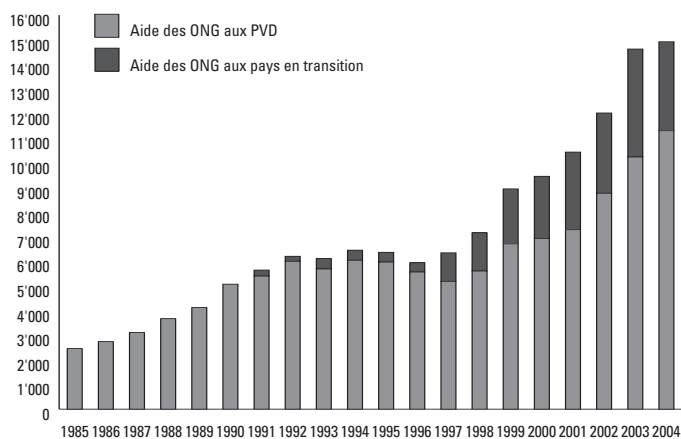
AP = Aide publique aux pays et territoires en transition (pays de l'Europe centrale et orientale, nouveaux Etats indépendants de l'ex-Union soviétique, pays et territoires en développement plus avancés).

C.5. Aide des organisations non gouvernementales (ONG)

Le graphique 8 montre l'évolution de l'aide privée des ONG des pays du CAD depuis vingt ans en faveur des pays en développement et depuis quatorze ans en faveur des pays en transition. Il met en lumière une augmentation beaucoup plus importante de l'aide privée des ONG aux pays en développement (facteur 4,6 sur vingt ans) que celle de l'APD (facteur 2,7 sur la même période).

En ce qui concerne l'aide aux pays en transition, les facteurs sont respectivement de 14,7 et 1,2 entre 1991 et 2004.

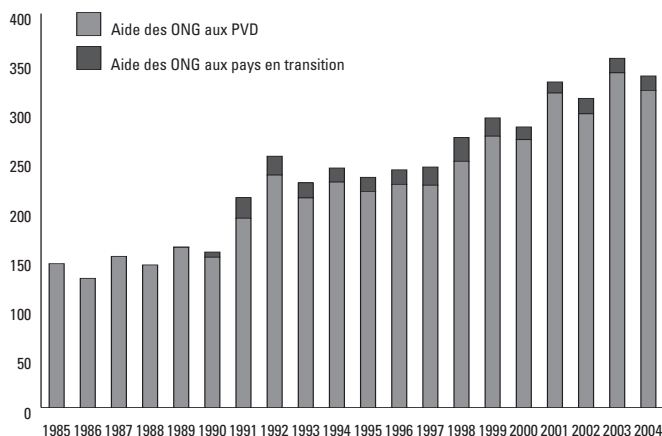
Graphique 8: «Vingt ans de coopération» – Evolution de l'aide privée des ONG des pays du CAD aux pays en développement et aux pays en transition, 1985-2004 (en millions de dollars)



Source : OCDE, statistiques du CAD, <www.oecd.org/cad>.

Le graphique 9 fournit les mêmes chiffres que le graphique 8 mais pour les ONG suisses seulement. Entre 1985 et 2004, l'aide privée des ONG suisses aux pays en développement n'a cependant pas augmenté aussi vite que l'APD de la Suisse (facteur 2,2 pour l'aide des ONG suisses et facteur 2,8 pour l'APD). Il en va de même de l'aide privée des ONG suisses aux pays en transition, qui a certes augmenté, mais moins fortement que l'AP de la Suisse entre 1990 et 2004 (facteur 2,8 et facteur 7,3 respectivement).

Graphique 9: « Vingt ans de coopération » – Evolution de l'aide privée des ONG suisses aux pays en développement et aux pays en transition, 1985-2004 (en millions de francs)



Source : DDC, *Aide de la Suisse aux pays en développement et aux pays en transition. Statistiques 2004*, Berne, DDC, 2006 (et éditions annuelles précédentes depuis 2001).

Les données sur l'aide privée des ONG suisses concernent les montants des projets des ONG financés par leurs fonds propres (cotisations et dons de membres, produits de récoltes de fonds, autofinancement, produits de ventes). Ne figurent dans les graphiques 8 et 9 et le tableau 9 que les montants issus de dons privés affectés par les ONG pour financer des projets de coopération ou des actions humanitaires dans les pays en développement ou en transition. Outre les 336,7 millions de francs de fonds privés récoltés par les ONG, celles-ci ont aussi obtenu des contributions de la Confédération, des cantons et communes pour la gestion de projets, pour un montant total de 208,2 millions de francs en 2004.

Le montant de l'aide privée des ONG (336,7 millions) ne correspond donc pas à leur « chiffre d'affaires » global, car il ne comprend pas les éléments suivants :

- ❑ les projets financés grâce à des contributions publiques ;
- ❑ les dépenses des ONG pour des projets en Suisse ;
- ❑ les dépenses pour la sensibilisation et l'éducation au développement en Suisse ;
- ❑ les dépenses administratives générales ;
- ❑ les frais de marketing et les frais liés aux campagnes de collectes de fonds.

Le tableau 11 recense les dons privés des principales ONG suisses. Il existe en Suisse quelques grandes ONG et une multitude de petites organisations. Les 35 plus grandes ONG se partagent 80 % des fonds privés pour des projets.

Tableau 11 : Versements d'aide privée des principales ONG suisses, 2004
(en millions de francs et en pourcentage)

Organisation	Aide PVD	Aide transition	Σ % ^a	Total
Caritas – Suisse	30'990	1'665	9.7	32'655
World Vision Schweiz	21'233	447	16.1	21'680
Fondation Hôpital Kantha Bopha Cambodge	21'107		22.4	21'107
Fondation Terre des hommes	18'555	260	28.0	18'815
Croix Rouge Suisse CRS/SRK	16'326	2'238	33.5	18'564
Entraide protestante EPER/HEKS	14'856	1'692	38.4	16'548
MSF Médecins sans frontières	14'667	170	42.8	14'837
Helvetas	14'124		47.0	14'124
Schweiz. Freunde der SOS Kinderdörfer	12'072	758	50.8	12'830
Medair	10'577		54.0	10'577
Kinderhilfe Bethlehem	8'932	80	56.7	9'012
Action de carême – Fastenopfer	7'452		58.9	7'452
Comité suisse pour l'UNICEF	6'845	170	61.0	7'015
OSEO/SAH	4'686		62.3	4'686
Aide aux lépreux Emmaüs	3'754		63.5	3'754
WWF Suisse	3'258	380	64.5	3'638
Brot für Alle, Pain pour le prochain	3'515		65.6	3'515
Stif. Kinderdorf Pestalozzi	1'789	1'589	66.6	3'378
MFM	3'072		67.5	3'072
Fondation Limmat	3'071		68.4	3'071
Mission 21	2'967	33	69.3	3'000
Nouvelle Planète	2'976		70.2	2'976
Swissaid	2'853		71.0	2'853
VSF	2'835		71.9	2'835
ROKPA International	2'756		72.7	2'756
Christoffel Blindenmission	2'650	42	73.5	2'692
Seraphisches Liebeswerk	2'194	317	74.2	2'511
Swisscontact	2'366	144	75.0	2'510
Bethlehem Mission Immensee	2'343	141	75.7	2'484
Armée du Salut – Heilsarmee	2'378		76.4	2'378
Vereinigung Don Bosco Werk	2'090	164	77.1	2'254
Fondation pro victimis	1'985	221	77.8	2'206
Weltkinderdörfer der Schwester Maria	2'200		78.4	2'200
Mission der St Anna Schwestern	2'128		79.0	2'128
Mission am Nil	2'046		79.7	2'046
Total des 35 organisations ci dessus	257'648	9'482	79.3	267'130
215 autres organisations	64'227	5'296	20.7	69'523
Total	321'875	14'778	100.0	336'653

Source : DDC, *Aide de la Suisse aux pays en développement et aux pays en transition. Statistiques 2004*, Berne, DDC, 2006.

^a Pourcentage cumulé des principales ONG suisses dans le total de l'aide privée.

Le tableau 12 permet de comparer, pour 2004, les pays qui reçoivent les montants les plus élevés d'aide publique bilatérale de la Confédération et ceux qui reçoivent le plus d'aide privée des ONG. Les classements ne sont pas très différents. Parmi les 30 pays où les ONG sont les plus présentes avec des projets financés par leurs fonds propres, 17 pays figurent aussi dans la liste des principaux bénéficiaires de l'aide publique bilatérale de la Confédération.

Tableau 12: Répartition géographique de l'aide privée et de l'aide bilatérale publique 2004 (en millions de francs et en pourcentage)

	Aide privée des ONG (fonds propres)		Aide publique bilatérale Confédération		
	mio. fr.	% du total	mio. fr.	% du total	
1. Cambodge	22.8	6.8	1. Serbie-et-Monténégro	70.0	4.7
2. Inde	16.0	4.8	2. Inde	35.7	2.4
3. Soudan	11.8	3.5	3. Mozambique	34.4	2.3
4. Zones admin. palestinienne	11.6	3.4	4. Tanzanie	32.4	2.2
5. Serbie-et-Monténégro	11.1	3.3	5. Bolivie	26.0	1.8
6. Ethiopie	8.5	7.4	6. Burkina Faso	25.4	1.7
7. Brésil	8.3	2.5	7. Pérou	24.9	1.7
8. Bosnie-Herzégovine	7.9	2.3	8. Vietnam	24.5	1.7
9. Afghanistan	7.2	2.1	9. Afghanistan	23.4	1.6
10. Tanzanie	6.2	1.9	10. Nicaragua	21.8	1.5
11. Iran	6.2	1.8	11. Tadjikistan	21.2	1.4
12. Burkina Faso	6.0	1.8	12. Népal	19.4	1.3
13. Colombie	5.7	1.7	13. Madagascar	17.7	1.2
14. Haïti	5.5	1.6	14. Tchad	17.5	1.2
15. Bangladesh	5.5	1.6	15. Soudan	16.8	1.1
16. Mali	5.3	1.6	16. Zones admin. palestinienne	16.7	1.1
17. Mozambique	5.3	1.6	17. Russie	16.1	1.1
18. Bolivie	5.3	1.6	18. Pakistan	15.9	1.1
19. Congo, Rép. dém.	5.2	1.5	19. Bosnie-Herzégovine	15.8	1.1
20. Nicaragua	5.1	1.5	20. Macédoine (ERYM)	15.6	1.1
21. Ouganda	4.6	1.4	21. Bangladesh	14.7	1.0
22. Pérou	4.6	1.4	22. Bulgarie	13.5	0.9
23. Caméroun	4.6	1.4	23. Kirghize, Rép.	13.0	0.9
24. Vietnam	4.6	1.4	24. Ouzbékistan	12.3	0.8
25. Philippines	4.4	1.3	25. Roumanie	11.9	0.8
26. Albanie	4.2	1.3	26. Bénin	11.7	0.8
27. Guatemala	4.1	1.2	27. Mali	11.1	0.8
28. Libéria	4.0	1.2	28. Colombie	10.2	0.7
29. Kirghize, Rép.	3.8	1.1	29. Géorgie	10.0	0.7
30. Rép. tchèque	3.8	1.1	30. Niger	9.6	0.7
Total pays ci-dessus	209.4	62.2	Total pays ci-dessus	609.0	41.3
Autres pays	127.3	37.8	Autres pays	866.5	58.7
					0.0
Total de l'aide ONG	336.7	100.0	Total aide bilatérale	1475.5	100.0

Sources: DDC, seco, *Rapport annuel de la coopération internationale de la Suisse 2004*, Berne, 2005; DDC, *Aide de la Suisse aux pays en développement et aux pays en transition. Statistiques 2004*, Berne, DDC, 2006.

Remarque: Les pays en gras sont ceux qui se retrouvent dans les deux listes.

Abréviations

ACAT	Action des chrétiens pour l'abolition de la torture
ACP	Afrique-Caraïbes-Pacifique
ADPIC	Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (en anglais <i>TRIPs</i>)
AELE	Association européenne de libre-échange (Islande, Liechtenstein, Norvège et Suisse)
AFD	Administration fédérale des douanes
AFF	Administration fédérale des finances
AGCS	Accord général sur le commerce des services (en anglais <i>GATS</i>)
AID	Agence internationale de développement (BM)
AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
AIF	Agence internationale de la francophonie
ALPC	Armes légères et de petits calibres
AMF	Arrangement multifibre (OMC)
AMGI	Agence multilatérale de garantie des investissements (BM)
AP	Aide publique aux pays et territoires en transition (selon la liste établie par le CAD, reproduite à la fin de cet <i>Annuaire</i>)
APD	Aide publique aux pays et territoires en développement (selon la liste établie par le CAD, reproduite à la fin de cet <i>Annuaire</i>)
AP(D)	Ensemble de l'APD et de l'AP
APT	Association pour la prévention de la torture
ARE	Office fédéral du développement territorial
ASRE	Assurance suisse contre les risques à l'exportation (remplace la GRE dès juillet 2006)
ATV	Accord sur les textiles et les vêtements (OMC)
BAfD	Banque africaine de développement
BAAsD	Banque asiatique de développement
BERD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement
BID	Banque interaméricaine de développement
BIE	Bureau indépendant d'évaluation (FMI)
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement
BM	Banque mondiale (en anglais <i>WB</i>)
BNS	Banque nationale suisse
BRI	Banque des règlements internationaux
BUCO	Bureaux de coordination (DDC)

CAD	Comité d'aide au développement (OCDE)
CCI	Centre du commerce international (OMC)
CDB	Convention sur la diversité biologique
CDD	Commission des Nations unies pour le développement durable
CDF	Contrôle fédéral des finances
CEI	Communauté des Etats indépendants
CFB	Commission fédérale des banques
CFR	Commission fédérale pour les questions des réfugiés
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
CIDD	Comité interdépartemental pour le développement durable (ex-Ci-Rio)
Ci-Rio	Comité interdépartemental de Rio (devenu CIDD en octobre 2004)
CMMI	Commission mondiale sur les migrations internationales
CCNUCC	Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques
CNUCED	Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (en anglais <i>UNCTAD</i>)
COMCOM	Commission fédérale de la communication
COP	Conférence des parties
COP/MOP	Conférence des parties siégeant en tant que Réunion des parties au protocole
CPA	Contrôle parlementaire de l'administration (Centre de compétences de l'Assemblée fédérale en matière d'évaluation)
CPE-E	Commission de politique extérieure du Conseil des Etats
CPI	Cour pénale internationale
CSA	Corps suisse d'aide humanitaire
CTBTO	Commission préparatoire pour l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires/ <i>Preparatory Commission for the Comprehensive Nuclear-Test-Ban Treaty Organization</i>
CTI	Agence pour la promotion de l'innovation (Office fédéral de la formation professionnelle et de la technologie, OFFT)
DCAF	Centre pour le contrôle démocratique des forces armées – Genève
DDC	Direction du développement et de la coopération (DFAE)
DDPS	Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports
DETEC	Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication
DFAE	Département fédéral des affaires étrangères
DFE	Département fédéral de l'économie
DFF	Département fédéral des finances
DFI	Département fédéral de l'intérieur

DFJP	Département fédéral de justice et police
DTS	Droits de tirage spéciaux
ECOSOC	Conseil économique et social (ONU)
FAfD	Fonds africain de développement
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
FAfD	Fonds asiatique de développement
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FF	<i>Feuille fédérale</i> , < www.admin.ch/ch/f/ff/index.html >
FFI	Facilité de financement internationale
FGI	Forum sur la gouvernance d'Internet
FIDA	Fonds international de développement agricole
FIDH	Fédération internationale des ligues des droits de l'homme
FMI	Fonds monétaire international (en anglais <i>IMF</i>)
FNS	Fonds national suisse de la recherche scientifique
FNUAP	Fonds des Nations unies pour la population
FNUF	Forum des Nations unies sur les forêts
FRPC	Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance (FMI)
FSAP	Financial Sector Assessment Programme (IMF and WB ; en français « PESF »)
FSC	Forest Stewardship Council
FSN	Fonds de solidarité numérique
FSO	Fonds des opérations spéciales/ <i>Fund for Special Operations</i> (BID)
G-7/G-8	Groupe des sept pays les plus industrialisés du monde, réunissant la République fédérale d'Allemagne, le Canada, les Etats-Unis, la France, l'Italie, le Japon et le Royaume-Uni. La Russie sera membre à part entière dès 2006 (G-8)
G-10	1. Dans le cadre des négociations sur l'agriculture à l'OMC, groupe de pays (Bulgarie, Corée du Sud, île Maurice, Islande, Israël, Japon, Liechtenstein, Norvège, Suisse et Taiwan) défendant les aspects non commerciaux de l'agriculture 2. Groupe de certains Etats membres du FMI (Allemagne, Belgique, Canada, Etats-Unis, France, Italie, Japon, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède et Suisse) qui, par le biais des Accords généraux d'emprunt (AGE), octroient au FMI des financements supplémentaires
G-20	Dans le cadre des négociations sur l'agriculture à l'OMC, groupe de pays hostiles aux subventions agricoles des pays industrialisés

G-24	Groupe intergouvernemental des vingt-quatre pour les questions monétaires internationales et le développement
G-33	Dans le cadre des négociations sur l'agriculture à l'OMC, groupe de 42 pays, aussi dénommé « Amis des produits spéciaux », défendant les principes de la sécurité alimentaire et du droit au développement rural
G-90	Dans le cadre des négociations à l'OMC, groupe de pays comprenant les pays ACP et les PMA
GAFI	Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux (OCDE)
GAMF	Groupe de travail sur les mécanismes de financement (SMSI)
GATS	General Agreement on Trade in Services (en français « AGCS »)
GCRAI	Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale
GCSP	Centre de politique de sécurité, Genève
GF-ATM	Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme/ <i>Global Fund to Fight AIDS, Tuberculosis and Malaria</i>
GICHD	Centre international de déminage humanitaire – Genève
GKP	Global Knowledge Partnership
GRE	Garantie contre les risques à l'exportation (seco)
GRI	Garantie contre les risques à l'investissement (seco)
GSsA	Groupe pour une Suisse sans armée
GTGI	Groupe de travail sur la gouvernance d'Internet (SMSI)
HCR	Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés
HEI	Institut universitaire de hautes études internationales (Genève)
IAMM	International Agenda for Migration Management
IBW	Institutions de Bretton Woods
ICANN	Internet Corporation for Assigned Names and Numbers
ICDDR	Centre international de recherche sur les maladies diarrhéiques
ICT4D	ICT for Development Platform
ICTSD	Centre international pour le commerce et le développement durable/ <i>International Centre for Trade and Sustainable Development</i>
IDE	Investissement direct étranger
IFFim	Pilot IFF for Immunization
IFI	Institutions financières internationales
IIC	Inter-American Investment Corporation
IIDD	Institut international du développement durable/ <i>International Institute for Sustainable Development (IISD)</i>
IIF	Institute of International Finance
IIPE	Institut international de planification de l'éducation (UNESCO)

IISD	Institut international du développement durable (IIDD)/ <i>International Institute for Sustainable Development</i>
IMES	Office fédéral de l'immigration, de l'intégration et de l'émi- gration (fusionné avec l'ODR dans l'ODM au 1 ^{er} janvier 2005)
IMF	International Monetary Front (en français « FMI »)
ISP	Initiative de sécurité contre la prolifération
ISU	Institut de statistique de l'UNESCO
ITTO	International Tropical Timber Organization (en français OIBT)
IUED	Institut universitaire d'études du développement (Genève)
JPOI	Plan de mise en œuvre de Johannesburg/ <i>Johannesburg Plan of Implementation</i>
LASRE	Loi fédérale sur l'Assurance suisse contre les risques à l'ex- portation
LBA	Loi fédérale concernant la lutte contre le blanchiment d'ar- gent dans le secteur financier (Loi sur le blanchiment d'argent)
LBI	Loi fédérale sur les brevets d'invention
LEmb	Loi fédérale sur l'application de sanctions internationales (Loi sur les embargos)
LEtr	Loi fédérale sur les étrangers
MDRI	Multilateral Debt Relief Initiative
MERCOSUR	Mercado Común del Sur (Argentine, Brésil, Paraguay, Uru- guay)
MROS	Bureau de communication en matière de blanchiment d'ar- gent (DFJP)/ <i>Money Laundering Reporting Office Swit- zerland</i>
MSF	Médecins sans frontières
NEM	Non-entrée en matière
NEPAD	Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique
NU	Nations unies
OCHA	Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies
OCDE	Organisation de coopération et de développement écono- miques
ODM	Office fédéral des migrations (né de la fusion, au 1 ^{er} janvier 2005, de l'IMES et de l'ODR)
ODR	Office fédéral des réfugiés (fusionné avec l'IMES dans l'ODM au 1 ^{er} janvier 2005)

OED	Département d'évaluation des opérations (BM)/ <i>Operation Evaluation Department (WB)</i>
OFAG	Office fédéral de l'agriculture
OFC	Office fédéral de la culture
OFCOM	Office fédéral de la communication
OFEFP	Office fédéral de l'environnement, de la forêt et du paysage (devenu OFEV le 1 ^{er} janvier 2006)
OFEN	Office fédéral de l'énergie
OFES	Office fédéral de l'éducation et de la science
OFEV	Office fédéral de l'environnement (ex-OFEFP)
OFP	Office fédéral de la police
OFS	Office fédéral de la statistique
OFSP	Office fédéral de la santé publique
OGM	Organisme génétiquement modifié
OIAC	Organisation pour l'interdiction des armes chimiques
OIBT	Organisation internationale des bois tropicaux (en anglais <i>ITTO</i>)
OIM	Organisation internationale des migrations
OIT	Organisation internationale du travail
OMC	Organisation mondiale du commerce (en anglais <i>WTO</i>)
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement (ONU)
OMPI	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations unies
ONUDI	Organisation des Nations unies pour le développement industriel
ONU-HABITAT	Programme des Nations unies pour les établissements humains
ONUSIDA	Programme commun des Nations unies sur le VIH/sida
ORD	Organe de règlement des différends (OMC)
OSAR	Organisation suisse d'aide aux réfugiés
OSCE	Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
OSEC	OSEC Business Network Switzerland
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique Nord
OVM	Organisme vivant modifié
PA	Pays en développement plus avancés
PAM	Programme alimentaire mondial
PDC	Parti démocrate-chrétien suisse
PECO	Pays d'Europe centrale et orientale
PEP	Pool d'experts suisse pour la promotion civile de la paix
PESF	Programme d'évaluation du secteur financier (FMI et BM; en anglais <i>FSAP</i>)
PIB	Produit intérieur brut
PLS	Parti libéral suisse
PMA	Pays les moins avancés
PME	Petites et moyennes entreprises

PNB	Produit national brut
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations unies pour l'environnement
PPP	Partenariat pour la paix (OTAN)
PPTE	Pays pauvres très endettés
PRD	Parti radical-démocratique suisse
PS	Parti socialiste suisse
PSI	Policy Support Instrument (FMI)
PVD	Pays en voie de développement
RNB	Revenu national brut
RO	<i>Recueil officiel des lois fédérales</i> , < www.admin.ch/ch/f/as/index.html >
RS	<i>Recueil systématique du droit fédéral</i> , < www.admin.ch/ch/f/rs/rs.html >
RSI	Règlement sanitaire international (RSI)
SACU	Union douanière d'Afrique australe (Afrique du Sud, Botswana, Lesotho, Namibie, Swaziland)
seco	Secrétariat d'Etat à l'économie
SFI	Société financière internationale (BM)
SII	Société interaméricaine d'investissement (BID)
SIPPO	Programme suisse pour la promotion des importations/ <i>Swiss Import Promotion Program</i>
SMSI	Sommet mondial sur la société de l'information
SOFI	Swiss Organisation for Facilitating Investments
SPM	Société pour les peuples menacés
SRAS	Syndrome respiratoire aigu sévère
SRP	Stratégie de réduction de la pauvreté (BM et FMI)
TIC	Technologies de l'information et de la communication
TNP	Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires
TRIAL	Association suisse contre l'impunité/ <i>Track Impunity Always</i>
TRIPs	Trade-Related Aspects of Intellectual Property Rights (en français « ADPIC »)
UDC	Union démocratique du centre
UE	Union européenne
UICN	Union mondiale pour la nature
UIT	Union internationale des télécommunications
UNCTAD	United Nations Conference on Trade and Development (en français « CNUCED »)
UNESCO	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations unies pour l'enfance

UNIFEM	Fonds des Nations unies pour le développement de la femme
UNITAR	Institut des Nations unies pour la formation et la recherche
UNMAS	Service des Nations unies pour l'action antimines/ <i>UN Mine Action Service</i>
UNRIC	Centre régional d'information des Nations unies pour l'Europe occidentale (Bruxelles)
UNRWA	Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient/ <i>United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees</i>
UPOV	Union internationale pour la protection des obtentions végétales
USP	Union suisse des paysans
USS	Union syndicale suisse
VNU	Programme des volontaires des Nations unies
WB	World Bank (en français «BM»)
WTO	World Trade Organization (en français «OMC»)

Liste des pays bénéficiaires de l'aide établie par le CAD, 1^{er} janvier 2003^a

Partie I: Pays et territoires en développement (aide publique au développement)

PMA – Pays les moins avancés

Afghanistan	Guinée équatoriale	Rwanda
Angola	Guinée-Bissau	Salomon, îles
Bangladesh	Haïti	Samoa
Bénin	Kiribati	São Tomé et Príncipe
Bhoutan	Laos	Sénégal
Burkina Faso	Lesotho	Sierra Leone
Burundi	Liberia	Somalie
Cambodge	Madagascar	Soudan
Cap-Vert	Malawi	Tanzanie
Centrafricaine, Rép.	Maldives	Tchad
Comores	Mali	Timor-Leste
Congo, Rép. dém.	Mauritanie	Togo
Djibouti	Mozambique	Tuvalu
Erythrée	Myanmar	Vanuatu
Ethiopie	Népal	Yémen
Gambie	Niger	Zambie
Guinée	Ouganda	

PFR – Pays à faible revenu (RNB par habitant <745 dollars en 2001)

*Arménie	Inde	*Ouzbékistan
*Azerbaïdjan	Indonésie	Pakistan
Cameroun	Kenya	Papouasie-Nouvelle-Guinée
Congo, Rép.	*Kirghize, Rép.	*Tadjikistan
Corée, Rép. dém.	*Moldova	Vietnam
Côte d'Ivoire	Mongolie	Zimbabwe
*Géorgie	Nicaragua	
Ghana	Nigeria	

PRITI – Pays à revenu intermédiaire, tranche inférieure (RNB par habitant 746-2975 dollars en 2001)

Afrique du Sud	Honduras	Serbie-et-Monténégro
*Albanie	Irak	Sri Lanka
Algérie	Iran	Saint-Vincent-et-les-Grenadines
Belize	Jamaïque	Surinam
Bolivie	Jordanie	Swaziland
Bosnie-Herzégovine	*Kazakhstan	Syrie
Chine	Macédoine	Thaïlande
Colombie	(ex-Rép. yougoslave)	♦ Tokelau
Cuba	Maroc	Tonga
Dominicaine, Rép.	Marshall, îles	Tunisie
Egypte	Micronésie, Etats fédérés	*Turkménistan
El Salvador	Namibie	Turquie
Equateur	Niue	♦ Wallis-et-Futuna
Fidji	Paraguay	Zones sous administration palestinienne
Guatemala	Pérou	
Guyana	Philippines	

^a Les listes I et II du CAD sont définies chaque année par le Comité d'aide au développement de l'OCDE.

* Pays d'Europe centrale et orientale et nouveaux Etats indépendants de l'ex-Union soviétique (PECO/NEI).

♦ Territoire.

PRITS – Pays à revenu intermédiaire, tranche supérieure (RNB par habitant 2976-9205 dollars en 2001)

♦ Anguilla	Dominique	Palaos, îles
Antigua-et-Barbuda	Gabon	Panama
Arabie saoudite	Grenade	Seychelles
Argentine	Liban	Saint-Kitts-et-Nevis
Barbade	Malaisie	♦ Sainte-Hélène
Botswana	Maurice	Sainte-Lucie
Brésil	♦ Mayotte	Trinité-et-Tobago
Chili	Mexique	♦ Turks et Caïques, îles
Cook, îles	♦ Montserrat	Uruguay
Costa Rica	Nauru	Venezuela
Croatie	Oman	

PRE – Pays à revenu élevé (RNB par habitant > 9206 dollars en 2001)

Bahreïn

Partie II: Pays et territoires en transition (aide publique)

Pays de l'Europe centrale et orientale /

Nouveaux Etats indépendants de l'ex-Union soviétique (PECO/NEI)

* Bélarus	* Lettonie	* Russie
* Bulgarie	* Lituanie	* Slovaquie
* Estonie	* Pologne	* Tchèque, Rép.
* Hongrie	* Roumanie	* Ukraine

PED PA (Pays et territoires en développement plus avancés)

♦ Antilles néerlandaises	Emirats arabes unis	Malte
♦ Aruba	♦ Falkland, îles	♦ Nouvelle-Calédonie
Bahamas	♦ Gibraltar	♦ Polynésie française
♦ Bermudes	♦ Hongkong, Chine	Qatar
Brunei	Israël	Singapour
♦ Caïmans, îles	Koweït	Slovénie
Chypre	Libye	Taipei chinois
Corée	♦ Macao	♦ Vierges, îles (RU)

Source : <www.oecd.org/cad>.

* Pays d'Europe centrale et orientale et nouveaux Etats indépendants de l'ex-Union soviétique (PECO/NEI).

♦ Territoire.